



Mécanisme d'évaluation indépendant

RAPPORT LOCAL



Remerciements

Ce rapport a été préparé par le Mécanisme d'évaluation indépendant (MEI) du Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO) et examiné par des experts externes afin d'en garantir la qualité et la cohérence. La méthodologie du MEI, la qualité de ses produits et le processus d'évaluation sont supervisés par le Panel d'experts internationaux du MEI. Pour en savoir plus sur le MEI, veuillez consulter la page du PGO disponible [ici](#).

Dans le cadre de la [Stratégie d'engagement local du PGO](#), approuvée par le Comité de pilotage du PGO, le MEI s'est [engagé à produire](#) une analyse de la performance globale des membres locaux du PGO tous les deux ans. Il s'agit du troisième rapport biennal local du MEI. Le rapport de 2021 est disponible [ici](#) et celui de 2023 est disponible [ici](#).

Direction du projet

Sarah Jacobs, Chargée de recherche du MEI du PGO

Édition

Andreas Pavlou, Responsable, MEI du PGO

Analyse des données

Renzo Falla, Responsable, données et analytique du PGO

Riana Bucceri, Assistante, données et analytique du PGO

Analyse qualitative

Andy McDevitt, Chercheur indépendant

Enquête de terrain

Pedro Espaillat, Chercheur indépendant

Ravio Patra, Chercheur indépendant

Évaluateurs

Shreya Basu (Cheffe, Programmes nationaux et locaux du PGO), Pearl Clemente (Responsable de développement de projet IV, Bureau de gestion de projets du Partenariat pour un gouvernement ouvert des Philippines), Cesar Cruz (Évaluateur externe du MEI du PGO), Munyema Hasan (Responsable, Évaluation et apprentissage du PGO), Erin Houlihan (Directrice principale de programme, National Democratic Institute), Maha Jweied (Panel international d'experts du MEI du PGO), Haliru Ahmad Khalipha (Directeur administratif, Follow Taxes), Jose Maria Marin (Responsable, PGO local), Tinatin Ninua (Directrice, Redevabilité et apprentissage du PGO), Iván Peñarreta (Bureau du renforcement des données et du gouvernement ouvert, Santo Domingo de los Tsáchilas), Ángela Pérez Brunete (Directrice générale Transparence et Qualité, Madrid) et Pamela Rennie (Politiques stratégiques et planification, Service du PDG, Glasgow).



Table des matières

Sommaire exécutif	4
Chapitre I : Réformes locales	6
Engagements locaux du PGO en chiffres	7
Thèmes d'engagement populaires dans les plans d'action locaux du PGO	9
Participation publique	9
Inclusion des groupes sous-représentés	11
Prestation des services publics	13
Données ouvertes	16
Engagements locaux dans des plans d'action nationaux	19
Chapitre II : Co-crédation du plan d'action	27
Construction d'une équipe de pilotage	28
Identification d'espaces de dialogue	28
Élaboration d'une feuille de route	31
Sensibilisation	31
Rédaction des engagements de manière inclusive	32
Implication des parties prenantes dans la mise en œuvre	34
Suivi les engagements	35
Évaluation des plans d'action	36
Partage des progrès	37
Chapitre III : Conclusion	41
Annexe: Méthodologie	43

Encadrés

Encadré 1. Relever le défi : espace civique, justice et gouvernance numérique	8
Encadré 2. La voix des citoyens : toboggans, balançoires et aires de jeux à Glasgow	10
Encadré 3. Consultations en ligne au Québec	11
Encadré 4. Gouvernement facile en Aragon	12
Encadré 5. La Commission sur l'égalité des genres et des chances dans l'État du Plateau	13
Encadré 6. Adieu nids-de-poule : les résidents améliorent les services à San Pedro Garza García	14
Encadré 7. La stratégie de ville saine de Madrid	15
Encadré 8. L'hôpital général de Rigasa : La commande publique ouverte dans l'État de Kaduna	17
Encadré 9. One Data Indonésie	18
Encadré 10. Mise en œuvre des objectifs stratégiques nationaux au Kenya	21
Encadré 11. Le laboratoire de gouvernement ouvert d'Aragon	29
Encadré 12. Représentation autochtone à Santo Domingo de los Tsáchilas	30
Encadré 13. Commencer la co-crédation par la co-crédation à Yoff	31
Encadré 14. Les passionnés de gouvernement ouvert de Nuevo León	33
Encadré 15. Naviguer dans les changements politiques	35
Encadré 16. Mentorat en gouvernement ouvert depuis Cotabato du Sud	37





Photo : Une rue à Cartagena de Indias (Colombie).
Crédit photo : Todamo via Shutterstock.

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Ce rapport analyse les résultats de 541 engagements locaux du PGO pris entre 2017 et 2024, et il met en lumière de bonnes pratiques en matière d'élaboration et de mise en œuvre des plans d'action locaux du PGO. Il couvre également les engagements locaux dans le cadre du Défi du gouvernement ouvert ainsi que les plans d'action nationaux.

Le programme du PGO local a été lancé en 2016 avec 15 juridictions locales pionnières. Depuis, 151 membres dans le monde l'ont rejoint, dont 143 gouvernements locaux individuels et huit consortiums de gouvernements locaux. Il offre une plateforme permettant aux gouvernements locaux favorables aux réformes de collaborer, de mettre en œuvre et de valoriser les initiatives de gouvernement ouvert qui améliorent concrètement la vie de leurs résidents. Fin 2024, 107 gouvernements locaux avaient commencé à mettre en œuvre un plan d'action PGO, dont 26 avaient produit plusieurs plans. Au total, 55 gouvernements n'avaient pas encore soumis leur premier plan et 11 avaient quitté le Partenariat.

Les réformes du gouvernement ouvert portant sur la participation publique, la prestation des services publics, l'inclusion et les données ouvertes étaient les domaines politiques les plus fréquents en matière d'engagement dans ces plans locaux. Comme le montre ce rapport, de nombreux engagements ont produit des changements concrets :

- San Pedro Garza García a développé l'un des meilleurs chatbots publics du Mexique, recueillant 67 715 signalements citoyens sur les services publics l'année dernière.
- L'État du Plateau (Nigeria) a lancé une Commission novatrice sur l'égalité des genres et des chances, afin d'intégrer le point de vue des femmes dans les politiques de l'État.
- En Indonésie, cinq membres locaux du PGO ont testé des portails des données ouvertes mettant plus de 3 000 jeux de données gouvernementales à la disposition du public, améliorant ainsi la prise de décision en matière de réponse aux catastrophes et de gestion des risques.
- À Glasgow (Royaume-Uni), deux circonscriptions ont permis aux résidents d'influer directement sur le budget de leur quartier, finançant 41 initiatives communautaires pour améliorer les infrastructures.



Le rapport met également en évidence de bonnes pratiques de collaboration lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des plans d'action par les membres locaux. Au fil des cycles de plans d'action, beaucoup de ces processus sont devenus plus intégrés et participatifs :

- Avant de co-créer ses engagements PGO, la commune de Yoff (Sénégal) a co-créé un Plan de développement municipal durable, qui a servi de feuille de route naturelle pour son processus de gouvernement ouvert.
- L'Aragon (Espagne) a mobilisé son laboratoire existant de gouvernement ouvert lors de l'élaboration de son plan. En retour, ceci a contribué à ouvrir davantage le laboratoire, notamment par l'introduction du vote citoyen sur certains axes de travail.
- La participation de la communauté autochtone de Santo Domingo de los Tsáchilas (Équateur) a été essentielle pour élaborer un engagement PGO visant à préserver son patrimoine ancestral et culturel.
- Membre local pionnier du PGO aux Philippines, Cotabato du Sud a mentoré quatre nouveaux membres à l'élaboration de leur premier plan d'action à l'échelle nationale.

Les membres locaux du PGO ont également été rejoints par des non-membres pour faire progresser les réformes dans le cadre du Défi du gouvernement ouvert, lancé en 2024, une initiative visant à renforcer l'ambition des réformes dans dix domaines thématiques. Les domaines les plus populaires étaient la participation publique, le climat et l'environnement, et la transparence budgétaire. En juin 2025, 69 des 160 engagements du Défi du gouvernement ouvert provenaient de membres locaux et 20 de non-membres.

Parallèlement, les plans d'action nationaux de 2011 à 2024 contenaient plus de 500 engagements ayant un impact sur les juridictions locales. Ces réformes ont permis d'établir des réseaux nationaux-locaux de gouvernement ouvert, de piloter des projets pilotes dans les juridictions locales, et d'adopter des lois locales. 126 de ces engagements ont été directement mis en œuvre par des gouvernements locaux et ont produit de meilleurs résultats en matière de gouvernement ouvert. Beaucoup provenaient de la Colombie, de la Géorgie, de l'Espagne, de l'Uruguay et du Royaume-Uni.

De manière générale, l'analyse de ce rapport s'appuie sur les données relatives aux 541 engagements du PGO local (2017–2024), sur les évaluations des organes locaux de suivi publiées pour 61 gouvernements, sur les entretiens du MEI avec les principales parties prenantes du gouvernement et de la société civile, ainsi que sur les données concernant les engagements locaux dans les plans d'action nationaux (2011–2024). **En complément du présent rapport, le PGO publie de nouvelles données sur des centaines d'engagements locaux, notamment les domaines politiques des réformes et les évaluations des organes locaux de suivi, désormais accessibles [ici](#).**

UN COUP D'ŒIL

PGO LOCAL 2017–2024

151 Membres

541 Engagements

61 Gouvernements
ayant des évaluations
d'organes de suivi

ENGAGEMENTS DU DÉFI DU GOUVERNEMENT OUVERT 2024–2025

69 Par les membres
locaux du PGO

20 Par des non-
membres locaux

ENGAGEMENTS DU PLAN D'ACTION NATIONAL 2011-2024

+ de 500
Affectant les
gouvernements locaux

126 Menés par des
gouvernements
locaux

CHAPITRE I : RÉFORMES LOCALES

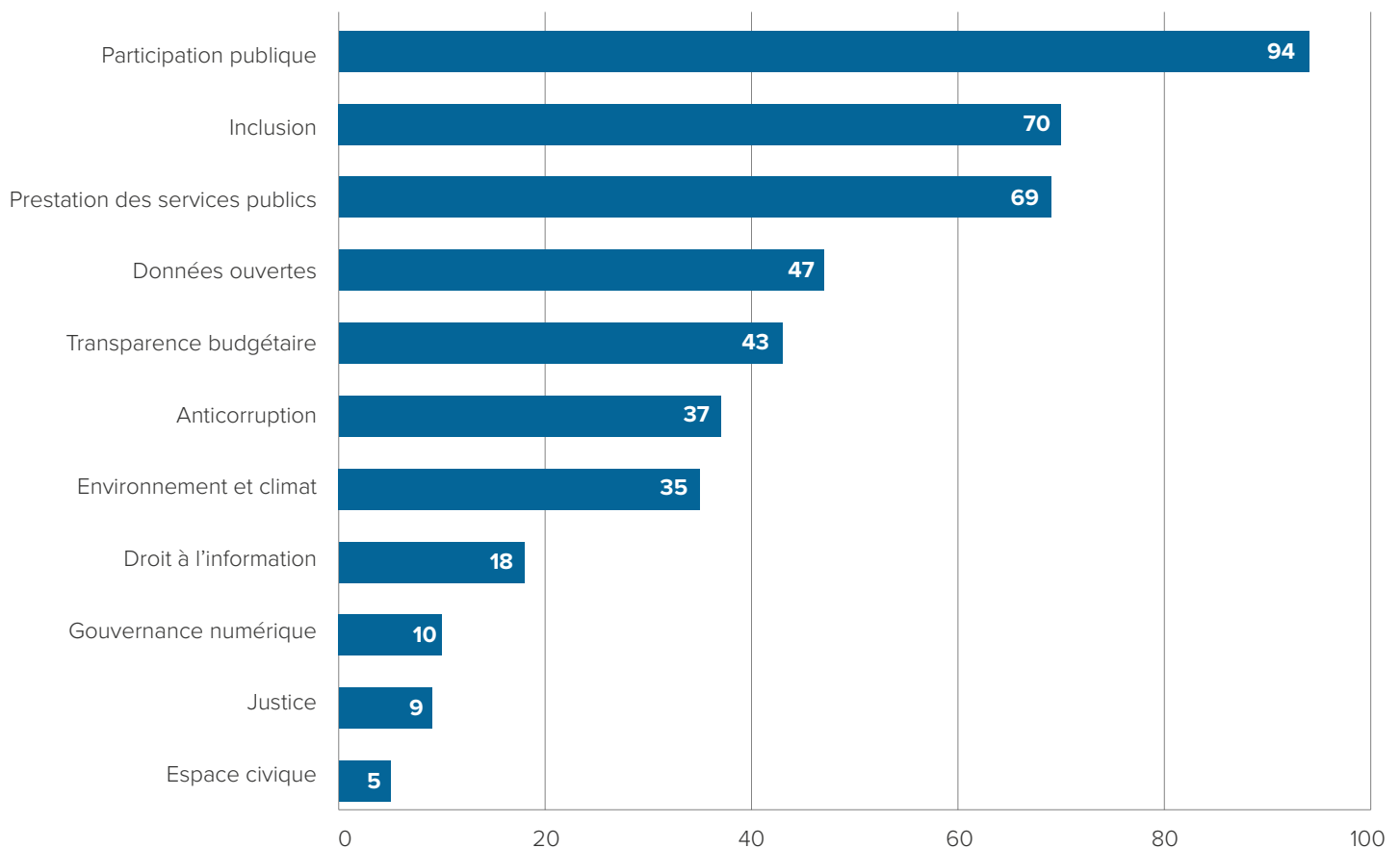
La participation du publique, la prestation des services publics, l'inclusion et les données ouvertes ont été les thèmes les plus fréquemment rencontrés parmi les 541 engagements locaux du PGO, dont beaucoup ont conduit à des changements concrets. Les membres locaux avaient également soumis 69 engagements dans le cadre du Défi du gouvernement ouvert en juin 2025, auxquels s'ajoutaient 20 engagements de non-membres. Cette section examine ces thèmes courants et présente des exemples récents de réussite parmi les membres du PGO local.



Engagements locaux du PGO en chiffres

Entre 2017 et 2024, 107 gouvernements locaux ont pris 541 engagements dans le cadre du PGO. La moitié de ces engagements, provenant de 94 gouvernements locaux différents, concernent la participation du publique. La prestation des services publics, l'inclusion et les données ouvertes ont également été des domaines politiques particulièrement populaires. Les engagements concernant l'espace civique, la justice ou la gouvernance numérique ont été beaucoup moins nombreux, pas plus de dix gouvernements locaux ayant pris des engagements dans ces domaines (voir **Encadré 1**). Au-delà des priorités issues de la co-création, la prédominance de certains certaines thématiques par rapport à d'autres reflète aux responsabilités spécifiques des gouvernements locaux.

Domaines politiques apparaissant souvent dans les plans d'action 2017-2024



Cette figure indique le nombre de gouvernements locaux ayant au moins un engagement pour chaque domaine politique.

Les membres locaux du PGO, ainsi que d'autres gouvernements locaux, ont également entrepris des réformes dans le cadre du Défi du gouvernement ouvert, une initiative lancée en 2024 pour renforcer l'ambition des réformes dans dix domaines thématiques identifiés dans la Stratégie 2023–2028 du PGO¹. En juin 2025, date limite de participation au Prix du Défi du gouvernement ouvert de 2025, 89 engagements locaux avaient été déposés. Pour découvrir les engagements les plus récents, vous pouvez consulter l'outil de suivi du défi du gouvernement ouvert².





Encadré 1. Relever le défi : espace civique, justice et gouvernance numérique

Bien que peu de membres locaux du PGO se soient intéressés à l'espace civique, la justice ou la gouvernance numérique, certains saisissent de nouvelles opportunités de réforme grâce au Défi du gouvernement ouvert. Quezon City (Philippines) prévoit d'allouer davantage de financements au Conseil populaire, qui permet aux organisations de la société civile (OSC) de participer à la prise de décision municipale. La ville prévoit également d'impliquer ce conseil dans l'accréditation de nouvelles OSC et de créer un programme de formation pour les OSC³. L'État de Kaduna (Nigeria) s'est engagé à réactiver un comité chargé de suivre le système judiciaire et à former des fonctionnaires de justice ainsi que des OSC aux droits des personnes détenues⁴. Austin (États-Unis) vise à co-créer un cadre municipal sur l'intelligence artificielle (IA). Ce cadre permettrait au gouvernement d'évaluer les outils d'IA qu'il envisage d'utiliser, tout en offrant un mécanisme permettant aux fonctionnaires municipaux et aux résidents de signaler les erreurs, biais ou abus liés à ces outils⁵.



Thèmes d'engagement populaires dans les plans d'action locaux du PGO

Participation du publique

La participation du publique est un principe fondamental du gouvernement ouvert qui recoupe de nombreux domaines politiques. Il est fondamental d'offrir des possibilités de participation du publique au niveau local, où les décisions gouvernementales influencent plus directement la vie quotidienne des citoyens.

En 2024, 94 gouvernements locaux ont pris des engagements en matière de participation du publique, soit environ la moitié des 541 engagements locaux, bien avant tout autre domaine thématique. Au cours des deux dernières années, de nombreux engagements ont notamment porté sur la généralisation de la participation (28), l'amélioration de la participation du publique dans le processus budgétaire (27) et la promotion de la participation numérique (21). On peut observer des exemples d'engagements liés à la participation du publique parmi la majorité des membres locaux dans toutes les régions du monde⁶. Selon les visions stratégiques de plusieurs plans d'action de membres locaux, les engagements visant à renforcer la participation du publique sont motivés par l'objectif central de rapprocher les citoyens du processus décisionnel, afin d'améliorer les services et les politiques⁷, de renforcer la confiance⁸ et de transformer la culture administrative en matière de participation⁹.

Certains membres locaux ont cherché à intégrer des possibilités de participation plutôt que de se reposer sur des événements ponctuels. Ils ont introduit des modèles, politiques et plateformes de participation. Par exemple, Glasgow (Royaume-Uni) a commencé à déployer des mécanismes participatifs pour décider de l'adoption d'infrastructures de quartier (voir **Encadré 2**), tandis que le Québec (Canada) s'est concentré sur sa plateforme de consultation publique en ligne (voir **Encadré 3**).

Une autre approche prometteuse consiste à utiliser un langage simple et des interfaces conviviales pour rendre les possibilités de participation plus inclusives¹⁰. Plusieurs gouvernements locaux ont utilisé cette démarche pour rendre les processus publics accessibles à toutes et tous, pas seulement aux experts techniques. Par exemple, Jalisco (Mexique) a commencé à publier des lois en langage simple, compréhensible par une personne ordinaire, sur un site Web permettant au public de commenter les projets de législation¹¹.

À compter de juin 2025, douze membres locaux avaient soumis des engagements pour des plans d'action portant sur la participation du publique au Défi du gouvernement ouvert. En Espagne, Madrid renforce le laboratoire de participation du publique du conseil municipal¹², tandis que les Asturies et la Communauté valencienne élaborent de nouvelles lois et réglementations sur la participation du publique¹³. Kiev (Ukraine) ainsi que les gouvernements locaux d'Elgeyo Marakwet, Kakamega, Machakos et Nairobi au Kenya créent ou améliorent des espaces de consultation publique en personne, en ligne et par téléphone¹⁴. Parallèlement, Baguio (Philippines) institutionnalise le Conseil populaire, qui donne un rôle aux OSC dans la prise de décision municipale¹⁵. Sept autres membres ont soumis des engagements dans le cadre du Défi du gouvernement ouvert en dehors de leurs plans d'action du PGO. Par exemple, au Mexique, Mérida prévoit de réformer la loi sur la participation citoyenne de l'État, Nuevo León conçoit un centre numérique de participation citoyenne et Quintana Roo s'est engagé à co-crée une nouvelle stratégie pour renforcer l'État de droit¹⁶. Par ailleurs, cinq gouvernements locaux du Chili, de Colombie et du Maroc qui ne sont pas membres du PGO local ont également soumis des engagements relatifs à la participation du publique dans le cadre du Défi du gouvernement ouvert¹⁷.



Encadré 2. La voix des citoyens : toboggans, balançoires et aires de jeux à Glasgow

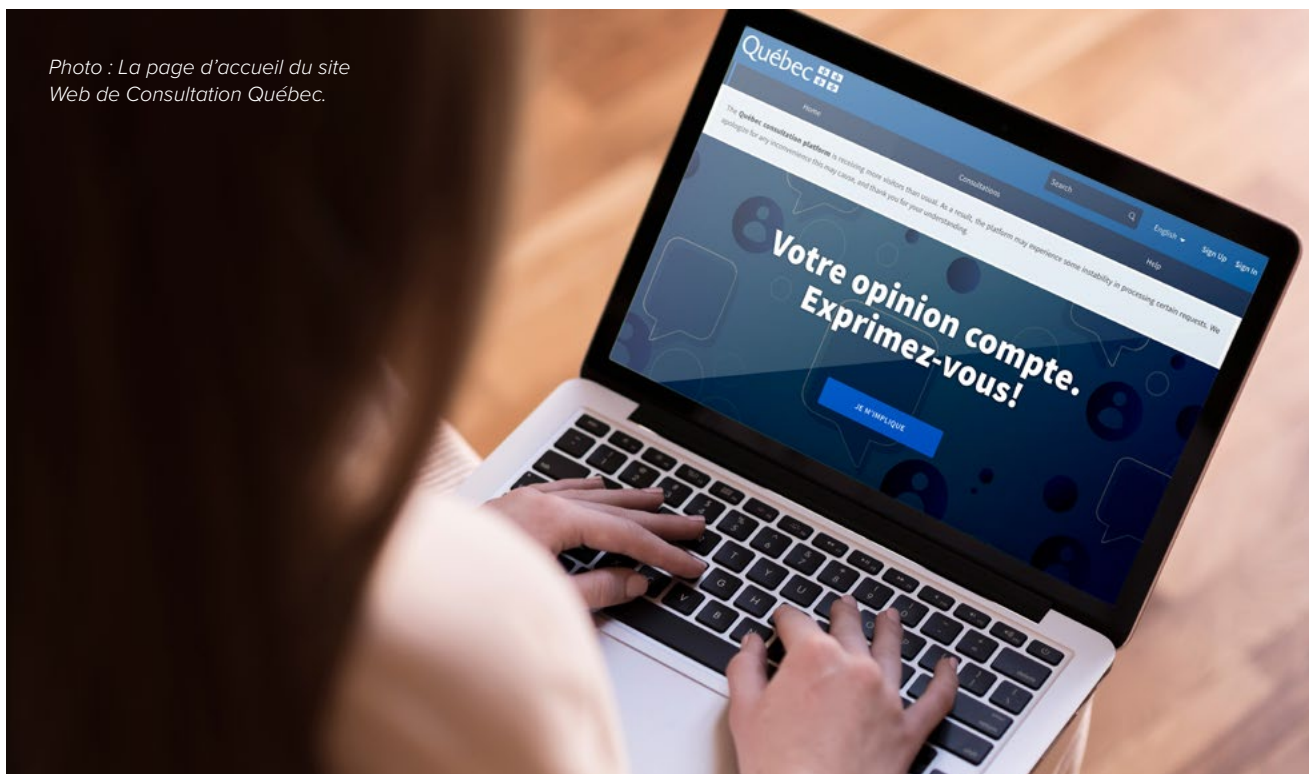
Les habitants appellent affectueusement Glasgow (Royaume-Uni) « la chère ville verte ». Mais les résidents ont remarqué que leurs parcs n'étaient pas à la hauteur du surnom de leur ville¹⁸. Un engagement participatif PGO a été l'occasion de remédier à ce problème. La ville de Glasgow a profité de cet engagement pour impliquer directement les Comités des partenariats de zone dans l'attribution du Fonds d'amélioration des infrastructures de quartier, en se basant sur les opinions du plus grand nombre possible des résidents locaux. Les 23 Partenariats de zone réunissent des représentants du gouvernement et de la communauté, et chacun a reçu 1 million de livres sterling (1,3 million de dollars) pour financer des améliorations communautaires¹⁹.

En 2023, deux circonscriptions ont testé un modèle de budget participatif pour distribuer ce fonds. En seulement trois semaines, les résidents ont proposé 760 idées pour améliorer les espaces ouverts, les routes, les trottoirs, les systèmes de drainage, l'éclairage public et le mobilier urbain. L'une de ces idées visait à rénover un jardin public qui avait besoin d'être rénové, ne possédant plus que quelques toboggans et balançoires. Après un vote de 950 membres de la communauté, cette proposition a été financée, ainsi que plus de 40 autres dans les quartiers de ces circonscriptions²⁰. 65 % des participants avaient voté en faveur d'une aire de jeux sécurisée pour les enfants²¹.

L'initiative a reçu un Prix du gouvernement ouvert en 2023²² et a eu un effet d'entraînement pour d'autres quartiers. Le responsable du PGO à Glasgow a indiqué que le succès du projet pilote était dû à la présence de solides partenariats entre les services municipaux, les conseils communautaires, les partenariats de zone, les organisations locales et les membres de la communauté, qui ensemble ont apporté une expertise essentielle en matière de participation du publique²³. Les responsables de la mise en œuvre espèrent que ce modèle pourra être étendu à d'autres priorités politiques, services et partenaires du secteur public²⁴. Début 2024, au moins deux autres circonscriptions reproduisaient déjà ce modèle, demandant aux résidents de proposer leurs idées pour l'utilisation de leurs propres fonds d'amélioration des infrastructures de quartier²⁵.



Photo : La page d'accueil du site Web de Consultation Québec.



Encadré 3. Consultations en ligne au Québec

Au Canada, Consultation Québec²⁶ organise depuis 2019 des consultations en ligne permettant aux résidents de s'exprimer sur les décisions gouvernementales. De la garde d'enfants subventionnée à l'avenir de la langue française, le portail permet aux habitants de proposer les changements qu'ils souhaitent dans leur communauté.

Après être devenu membre du PGO en 2020, le Québec a décidé de renforcer ses pratiques de consultation. Le Québec a interrogé des parties prenantes gouvernementales sur la convivialité de la plateforme puis a effectué des mises à jour. Il a créé une communauté de pratique dédiée à la participation du publique, afin de fournir des ressources et un soutien aux parties prenantes gouvernementales pour organiser des consultations en ligne. Il a également produit un modèle de questionnaire de satisfaction permettant aux résidents de donner leur avis sur la qualité de chaque consultation. Le Comité du gouvernement ouvert du Québec a indiqué que ces mesures avaient amélioré la qualité des consultations publiques, et il a noté une hausse du nombre de consultations organisées chaque année sur la plateforme²⁷.

Inclusion des groupes sous-représentés

L'inclusion est essentielle à la mission du gouvernement ouvert. Les gouvernements locaux sont les mieux placés pour comprendre et répondre aux besoins et contextes spécifiques de leurs habitants, y compris les groupes défavorisés.

À compter de 2024, 70 gouvernements locaux avaient produit des engagements sur l'inclusion, soit environ un quart des 541 engagements locaux. De nombreux engagements portaient sur les jeunes (voir **Encadré 14**), les personnes en situation de handicap (voir **Encadré 4**) et le genre (voir **Encadré 5**).



Un des objectifs majeurs de l'action des membres locaux est souvent de soutenir la participation des groupes sous-représentés à l'amélioration des services et des politiques publiques. Selon São Paulo (Brésil), sa vision à long terme du gouvernement ouvert était de créer des politiques publiques dotées de mécanismes garantissant une participation large et effective des habitants, dans un contexte de diversité mais aussi d'inégalités²⁸. Pour illustrer concrètement cette démarche, Nuevo León (Mexique) a offert aux étudiants de nouveaux moyens de partager leurs difficultés et de réformer leurs écoles (voir **Encadré 14**).

À compter de juin 2025, cinq membres locaux du PGO avaient soumis au Défi du gouvernement ouvert des engagements de plan d'action portant sur l'inclusion. L'Aragon (Espagne) s'efforce d'améliorer la culture numérique des personnes âgées et leur participation à la gestion de la ville²⁹, tandis que Metsamor (Arménie) concentre ses efforts sur le renforcement de la participation des jeunes grâce à un réseau d'ambassadeurs, un organe consultatif municipal et des formations en matière de direction³⁰. Pichincha (Équateur) a prévu deux tables rondes permanentes pour permettre aux femmes et aux communautés LGBTQIA+ de participer à l'élaboration des politiques publiques³¹. Au Kenya, Elgeyo Marakwet s'est fixé pour objectif d'attribuer au moins 30 % des marchés municipaux aux groupes marginalisés tels que les jeunes, les femmes et les personnes en situation de handicap³²; Nandi s'est également engagé à intégrer ces groupes dans la commande publique, ainsi qu'à développer d'autres initiatives pour les associer à la prise de décision et renforcer leur indépendance économique³³. Quatre gouvernements locaux en Colombie qui ne sont pas membres du PGO local ont également soumis des engagements relatifs à l'inclusion dans le cadre du Défi du gouvernement ouvert³⁴.

Encadré 4. Gouvernement facile en Aragon

Le programme Gouvernement facile a invité des personnes ayant un handicap intellectuel ou un trouble du développement à repenser les textes juridiques et administratifs en Aragon (Espagne). L'utilisation de pictogrammes, de mots simples et de paragraphes courts permettent à tous les publics de mieux comprendre les documents gouvernementaux essentiels, depuis les plans d'action jusqu'aux lois, formulaires d'inscription scolaire, guides destinés aux consommateurs ou guides sur la justice. Un représentant du gouvernement a noté : « Nous avons réalisé que chaque document public adapté en lecture facile n'est pas seulement bénéfique pour un petit groupe de personnes, mais peut aussi profiter à l'ensemble des citoyens³⁵ ».

L'initiative a reçu un Prix du gouvernement ouvert en 2023³⁶ et a été citée en exemple comme bonne pratique internationale par l'OCDE en 2022³⁷. En 2023, la page sur le Gouvernement facile avait enregistré plus de 23 500 visites, et la région Castille-et-León avait commencé à reproduire cette approche³⁸. À l'avenir, l'initiative souhaite s'étendre pour intégrer les personnes migrantes et d'autres groupes sous-représentés. Pour en savoir plus, vous pouvez consulter l'article du blog OpenStories du PGO intitulé « Gouvernement facile³⁹ ».



Photo : Une mère et son enfant au Nigéria.
Crédit photo : Banque mondiale.



Encadré 5. La Commission sur l'égalité des genres et des chances dans l'État du Plateau

Au Nigeria, après la première année de fonctionnement de la Commission sur l'égalité des genres et des chances de l'État du Plateau, sa présidente se tournait déjà vers l'avenir : « Ce que je souhaite léguer en héritage, c'est que chaque citoyen et citoyenne du Plateau sache que porter atteinte aux droits humains fondamentaux de quiconque et, pire encore, violer les droits fondamentaux d'une femme ou d'une fille est contraire à nos lois et aux lois naturelles⁴⁰ ».

Cette commission novatrice a été conçue dans le cadre du premier plan PGO de l'État. Le plan a été adopté au cours d'une période de transition électorale, mais cela n'a pas découragé le comité de pilotage local PGO. Au contraire, celui-ci a organisé un débat télévisé au cours duquel tous les candidats au poste de gouverneur ont promis de faire avancer les efforts locaux du PGO en cas de victoire à l'élection. À la suite du scrutin, le nouveau gouverneur a approuvé la création de la commission⁴¹.

La commission a commencé son travail en novembre 2023, avec pour mandat la mise en œuvre de la loi de 2015 sur l'égalité des genres et des genres dans l'État du Plateau. Elle a œuvré pour intégrer le point de vue des femmes dans les politiques de l'État et protéger les droits des femmes. Début 2025, elle avait traité plus de 23 violations de droits et rapatrié près de 100 enfants victimes de traite⁴². Les parties prenantes du PGO ont indiqué que la commission fournissait des services juridiques gratuits pour lutter contre les discriminations fondées sur le genre⁴³, tout en intégrant des perspectives de genre dans la Stratégie de développement de l'État du Plateau et en posant les bases de l'intégration transversale du genre dans l'ensemble des processus décisionnels de l'État⁴⁴.

Prestation des services publics

L'amélioration de la qualité des services publics et le renforcement de l'accès à ces services permettent aux citoyens de toutes les communautés d'obtenir un meilleur soutien de la part de leur gouvernement. Il s'agit d'une responsabilité fondamentale des gouvernements locaux.



À compter de 2024, 69 gouvernements locaux avaient pris des engagements liés à la prestation des services publics, soit un quart des 541 engagements locaux. De nombreux engagements étaient notamment axés sur les services dans les secteurs des infrastructures, de la santé et de l'éducation. Pour chaque membre, les types de services dépendent du mandat du gouvernement local. Par exemple, à Santo Domingo de los Tsáchilas (Équateur), le gouvernement joue un rôle central dans les domaines des transports locaux, de la production, de la protection de l'environnement et de l'innovation. Selon une partie prenante de la société civile, le gouvernement a effectivement utilisé le processus du PGO pour rendre opérationnelles ses responsabilités légales en matière de participation citoyenne et de transparence dans ces secteurs⁴⁵.

Des engagements ambitieux visaient particulièrement à l'amélioration des services publics grâce aux retours d'information, aux réclamations et à la surveillance citoyenne. Par exemple, San Pedro Garza García (Mexique) s'est concentré sur un chatbot de services aux résidents (voir **Encadré 6**), tandis que Madrid (Espagne) a utilisé les retours des citoyens pour orienter ses services de prévention du suicide (voir **Encadré 7**). Une autre approche ambitieuse consistait à mettre l'accent sur l'accès équitable aux services d'éducation et de santé. Dans l'État de Kaduna (Nigeria), les citoyens ont effectué un suivi des projets d'infrastructure dans les secteurs de la santé et de l'éducation et ont rencontré les commissaires gouvernementaux pour plaider en faveur d'améliorations⁴⁶.

Encadré 6. Adieu nids-de-poule : les résidents améliorent les services à San Pedro Garza García

Face à un carrefour près de la rivière Santa Catarina à San Pedro Garza García (Mexique), Martina⁴⁷ a estimé qu'il était temps d'envoyer un message à Sam, l'outil numérique de signalement citoyen de la municipalité. Elle a écrit qu'il n'y avait « plus de rue transversale, seulement un énorme nid-de-poule qui grandissait chaque jour ». En réponse, la municipalité a comblé ce trou⁴⁸.

L'outil numérique Sam a commencé à fonctionner en février 2020 pour permettre aux résidents comme Martina d'envoyer facilement des demandes de services à la municipalité⁴⁹. Accessible sur WhatsApp et d'autres plateformes, Sam est un chatbot doté d'intelligence artificielle (IA) permettant aux citoyens de poser des questions et de soumettre des rapports⁵⁰. Sam a connu des succès précoces, mais aussi des difficultés concernant les délais de réponse et la capacité des citoyens à effectuer un suivi de leurs signalements⁵¹. En réponse, le gouvernement local a écouté les données obtenues, ses résidents et son personnel, ce qui lui a permis « de voir que même les innovations primées peuvent être améliorées », selon Bloomberg Philanthropies⁵².

À partir de 2022, un engagement PGO s'est attaqué à ces difficultés et a réduit les délais de réponse de moitié, passant de 5 à 2,5 jours⁵³. Selon le Conseil de Nuevo León, la formation du personnel a porté ses fruits car les équipes ont été en mesure de traiter efficacement les demandes des citoyens⁵⁴. Ces derniers ont commencé à recevoir des retours contenant des photos montrant la manière dont leur demande avait été résolue. Le gouvernement a également ouvert son tableau de bord de performance concernant les demandes, permettant au public de suivre l'avancement des interventions⁵⁵.

Parallèlement, l'utilisation de ce canal de retour d'information par les résidents a fortement augmenté, avec 67 715 signalements enregistrés entre avril 2024 et 2025⁵⁶, soit plus de trois fois plus de signalements qu'en 2020⁵⁷. 84 % de ces signalements ont reçu une réponse rapide de la part de la municipalité⁵⁸. Un représentant du Conseil de Nuevo León a indiqué que Sam est aujourd'hui l'un des meilleurs chatbots publics du Mexique⁵⁹.





Encadré 7. La stratégie de ville saine de Madrid

Madrid (Espagne) a vu son taux de mortalité augmenter de 45 % en 2020 dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Dans les années qui ont suivi, la ville a décidé d'utiliser un engagement PGO pour accompagner les habitants dans leur processus de deuil⁶⁰. Parmi les différents volets de la Stratégie de ville saine, comme l'amélioration de la santé des enfants, le gouvernement a intégré la participation communautaire dans sa stratégie de prévention du suicide afin de fournir les services de santé mentale dont la communauté avait besoin.

En 2023, le conseil municipal avait établi une alliance étroite avec le forum des entreprises, l'ordre des psychologues et d'autres parties prenantes non gouvernementales. Ensemble, ils ont créé de nouvelles ressources pour accompagner le deuil. Par exemple, une série d'ateliers a demandé aux citoyens d'identifier les lieux qui leur procuraient du bien-être dans leur vie quotidienne. En travaillant avec la communauté pour identifier les atouts de la ville en matière de santé mentale, le gouvernement a été en mesure de renforcer ses services de prévention du suicide⁶¹.



Données ouvertes

Les gouvernements locaux recueillent souvent de grandes quantités de données dans leurs communautés afin de mieux comprendre les besoins de la population et d'y répondre. En ouvrant l'accès aux données, les gouvernements locaux peuvent favoriser des débats éclairés, améliorer la prise de décision et encourager le développement de nouveaux services innovants.

À compter de 2024, 47 gouvernements locaux avaient pris des engagements portant sur les données ouvertes, soit un engagement local sur cinq parmi les 541 engagements locaux. Le taux d'engagements sur les données ouvertes était plus élevé dans les plus grandes juridictions⁶². Ces engagements étaient également plus fréquents dans les premiers plans d'action locaux que dans les plus récents⁶³.

Les engagements relatifs aux données ouvertes s'inscrivent dans des ambitions plus fortes visant à utiliser les technologies pour résoudre des problèmes de politiques locales. Par exemple, l'objectif à long terme de la ville de Semarang (Indonésie) de devenir un gouvernement local ouvert, inclusif, réactif et participatif repose sur l'optimisation des technologies de l'information pour soutenir la relance économique de la communauté⁶⁴.

Certains engagements visaient à renforcer la gouvernance des données, notamment en matière de normes et d'interopérabilité. En Indonésie, des réformateurs locaux ont appliqué les normes nationales One Data dans leurs juridictions (voir **Encadré 9**). D'autres ont amélioré l'utilisabilité des données existantes. À Madrid (Espagne), les efforts se sont concentrés sur la visualisation des données sur le Portail des données ouvertes⁶⁵, avec notamment l'utilisation d'exemples visuels montrant comment utiliser les jeux de données⁶⁶.

Au-delà de la publication de données, une poignée d'engagements visaient à aider directement le public à utiliser les données ouvertes. Grâce à des ateliers ou à des messages radiophoniques, l'État de Kaduna (Nigeria) a aidé les citoyens à utiliser ses données ouvertes sur la passation de marchés pour assurer la redevabilité du gouvernement (voir **Encadré 8**). De son côté, la ville de Hambourg (Allemagne) a organisé des Dialogues sur les données afin de présenter les données gouvernementales à différents groupes d'intérêt et d'explorer de nouvelles idées sur la manière dont elles pourraient être utilisées au profit de la ville⁶⁷.

A compter de juin 2025, trois membres locaux du PGO avaient soumis au Défi du gouvernement ouvert des engagements portant sur les données ouvertes dans leur plan d'action. Au Kenya, Nairobi s'est engagé à utiliser le Standard de Données sur la Commande Publique Ouverte (OCDS) pour numériser la commande publique⁶⁸, tandis que Kakamega a prévu des plateformes de données ouvertes pour ses actions d'adaptation et d'atténuation du changement climatique⁶⁹. Goiás (Brésil) entend élargir l'accès aux données ouvertes de l'État et leur utilisation⁷⁰. Buenos Aires (Argentine) a soumis un engagement au Défi du gouvernement ouvert en dehors de son plan d'action, visant à publier de manière proactive les informations de la Cour supérieure de justice sous forme de données ouvertes⁷¹. Trois gouvernements locaux en Argentine, en Colombie et en Ukraine qui ne sont pas membres du PGO local ont également soumis des engagements relatifs aux données ouvertes dans le cadre du Défi du gouvernement ouvert⁷².





Photo : Une rue à l'État de Kaduna (Nigéria). Crédit photo : Vurzie Kim via Pexels.

Encadré 8. L'hôpital général de Rigasa : La commande publique ouverte dans l'État de Kaduna

Yushau vivait à Rigasa, une communauté isolée où l'État de Kaduna (Nigeria) devait construire un hôpital général. Cependant, en consultant les données du portail OCDS de l'État, Yushau a constaté que le devis quantitatif ne correspondait pas à la construction qu'observait sa communauté. Heureusement, il avait récemment participé à une formation organisée par Follow Taxes, une OSC locale, ce qui lui a permis d'agir. Yushau a signalé la situation sur X, et le vice-gouverneur est arrivé sur le site le lendemain, révoquant ensuite le contrat⁷³.

Pour que cela soit possible, l'État de Kaduna a utilisé chacun de ses plans d'action du PGO pour faire progresser la commande publique ouverte. Avant de rejoindre le PGO, les informations relatives à la commande publique de l'État n'étaient accessibles qu'aux prestataires et à d'autres personnes autorisées⁷⁴. En 2024, les informations de commande publique ont été mises à la disposition du public sur le Portail de la commande publique. À l'image de la formation suivie par Yushau, des actions ont été entreprises pour sensibiliser les citoyens à l'utilisation de ces données afin de demander des comptes au gouvernement, au moyen de divers canaux allant des ateliers aux réseaux sociaux en passant par la radio et la télévision⁷⁵. En avril 2025, le portail avait publié des données sur 1 379 projets représentant une valeur totale de 95,7 milliards ₦ (59,4 millions de dollars)⁷⁶.

Selon une analyse de Brookings, l'État de Kaduna est aujourd'hui l'un des deux États du Nigeria les plus en pointe en matière d'approvisionnement en ligne. Une partie prenante du secteur privé a noté que la commande numérique supprime un niveau de corruption du processus : « On n'a plus besoin de solliciter la faveur de qui que ce soit ; tout ce dont on a besoin, c'est de savoir utiliser un ordinateur⁷⁷. » Comme l'a résumé un représentant de l'État, la publication des données ouvertes de Kaduna a renforcé la transparence et la confiance dans la commande publique⁷⁸.

Encadré 9. One Data Indonésie

En avril 2025, le programme One Data Indonésie avait permis à 31 des 38 provinces et 268 des 514 districts et villes du pays de publier leurs données sur le portail national des données ouvertes, en plus des nombreuses agences gouvernementales centrales⁷⁹. Auparavant, les données des gouvernements locaux étaient rarement en accès libre. Les membres locaux du PGO ont participé à ce changement.

Pour combler cette lacune, cinq membres locaux ont mis en œuvre des projets pilotes One Data. Ils ont élaboré et exécuté leurs propres plans de gouvernance des données. Ils ont commencé à publier des jeux de données couvrant un large éventail de sujets, allant des bénéficiaires de l'aide sociale jusqu'aux pêcheries locales : 1 574 jeux de données provenant de Brebes⁸⁰, 671 de Sumbawa occidentale⁸¹, 581 de Nusa Tenggara occidentale⁸² et 377 de Semarang⁸³. Banggai a également lancé un portail des données ouvertes, mais les données publiées y étaient incomplètes⁸⁴. Ces projets pilotes ont été soutenus par les équipes du gouvernement ouvert de l'Indonésie et One Data Indonésie.

Les projets pilotes n'ont pas résolu tous les problèmes liés aux données des gouvernements locaux, mais ils ont pris des mesures en faveur de la transparence. Selon le responsable du programme du gouvernement ouvert en Indonésie, la publication de données par les membres locaux a amélioré la transparence du gouvernement, renforcé les capacités des juridictions locales, soutenu la participation citoyenne et amélioré la prise de décision, en particulier dans la réponse aux catastrophes et la gestion des risques⁸⁵. Le responsable du programme des données ouvertes pour l'Indonésie a noté que l'expérience des membres locaux permettait à d'autres gouvernements locaux indonésiens de bénéficier de l'expérience de leurs pairs pour l'ouverture de leurs propres données⁸⁶.

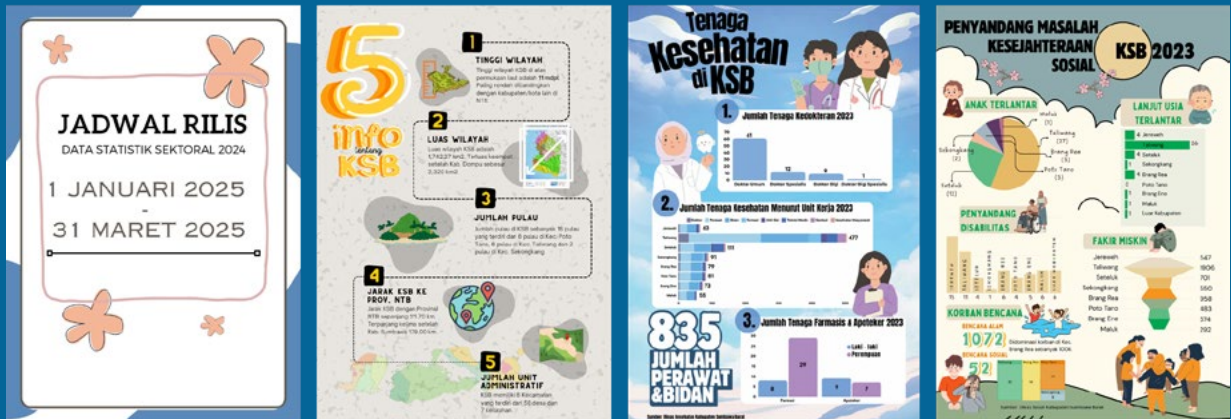
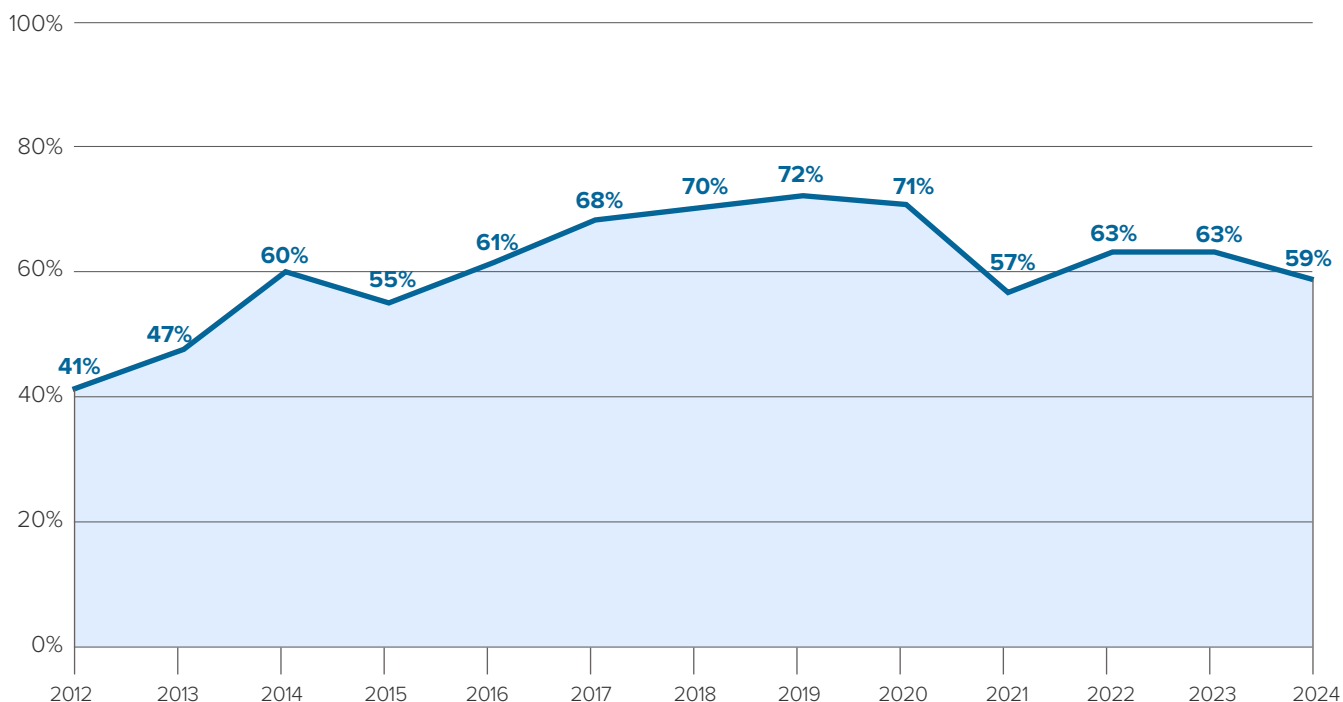


Image : Des projets locaux créés par des résidents de Sumbawa Ouest (Indonésie), montrant comment les gens utilisent les jeux de données de la Régence. Crédit photo : Gouvernement de Sumbawa Ouest.

Engagements locaux dans des plans d'action nationaux

Depuis le lancement du PGO en 2011, la plupart des membres nationaux ont inclus dans leurs plans d'action nationaux du PGO des réformes qui touchent les juridictions locales. En 2024, cela représentait plus de 500 engagements locaux dans les plans d'action nationaux, dont 126 dirigés et mis en œuvre directement par des gouvernements locaux. Ces réformes ont établi des réseaux nationaux-locaux de gouvernement ouvert, permis des projets pilotes de réformes en matière de gouvernement ouvert au niveau des juridictions locales et conduit à l'adoption de textes législatifs pour faire progresser la gouvernance ouverte au niveau local.

Engagements locaux dans des plans d'action nationaux



Cette figure montre le pourcentage de membres nationaux disposant d'au moins un engagement local dans leurs plans d'action nationaux au fil du temps, par année de soumission.

Les engagements dans les plans d'action nationaux mis en œuvre au niveau local ont connu des évolutions positives ces dernières années. En Arménie, le budget participatif a été étendu à 21 communautés, avec un soutien budgétaire national pour encourager des projets communautaires initiés par les citoyens⁸⁷. La Roumanie a mis en lumière la manière dont environ 22 milliards de dollars de fonds de développement local ont été alloués⁸⁸. Au Maroc, 1 590 gouvernements locaux ont rejoint la plateforme nationale d'accès à l'information⁸⁹, tandis que 84 gouvernements locaux des Philippines ont adopté leurs propres ordonnances sur la liberté d'information⁹⁰. Le Costa Rica a considérablement augmenté la quantité d'informations disponibles sur les mesures prises par ses cantons pour prévenir la criminalité⁹¹. Parallèlement, l'Argentine et le Mexique ont développé des programmes nationaux visant à accroître systématiquement le nombre de gouvernements locaux menant leurs propres réformes en matière de gouvernement ouvert⁹².

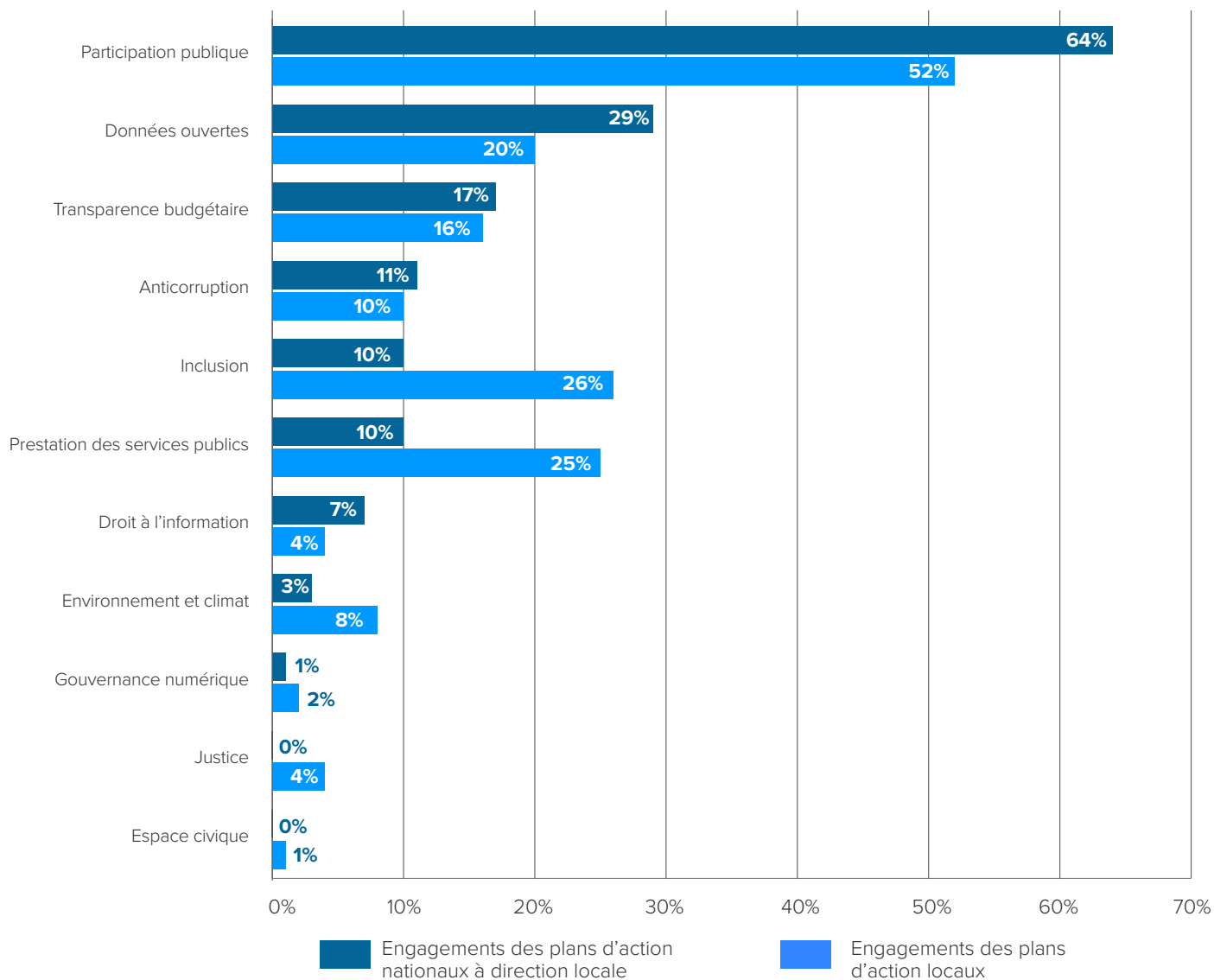
Les 126 engagements des plans d'action nationaux dirigés et mis en œuvre directement par des gouvernements locaux ont également connu des progrès notables ces dernières années. La Castille-et-León (Espagne) a lancé un outil en ligne convivial qui permet au public de suivre l'élaboration des lois et réglementations et de voir comment les retours du public ont influencé le texte final⁹³. En Allemagne, les Länder de Berlin et du Schleswig-Holstein ont commencé à publier des informations gouvernementales dans un format facilement trouvable et interopérable avec d'autres données ouvertes⁹⁴.



De fait, les gouvernements locaux sont particulièrement bien placés pour diriger les engagements qui concernent leurs propres juridictions. Les engagements des plans d'action nationaux dirigés par des gouvernements locaux présentaient des niveaux d'ambition plus élevés que ceux dirigés au niveau national ayant un impact au niveau local (51 % contre 41 %). Les engagements des plans d'action nationaux dirigés localement avaient également davantage de chances de montrer de premiers résultats à la fin du cycle du plan d'action (23 % contre 14 %).

Les engagements des plans d'action nationaux dirigés par des gouvernements locaux avaient en commun des priorités politiques proches de celles des engagements des plans d'action locaux du PGO, mais l'accent variait. Comme pour les membres locaux du PGO, la participation du publique et les données ouvertes étaient des thèmes d'engagement fréquents⁹⁵, tandis que les engagements portant sur les services publics et l'inclusion étaient beaucoup moins présents⁹⁶. Cela suggère que les priorités des plans d'action nationaux sont influencées par le gouvernement national, même lorsque la mise en œuvre est menée directement par un gouvernement local, ce qui permet parfois de progresser dans des domaines où les réformes nationales ont rencontré plus de difficultés (voir **Encadré 10**).

Comparaison des domaines politiques populaires



Cette figure montre les pourcentages d'engagements liés à chaque domaine politique dans les plans d'action nationaux dirigés par des gouvernements locaux, comparés aux engagements dans les plans d'action locaux du PGO.



Dans la pratique, cinq pays ont réalisé plus des deux tiers des engagements nationaux directement dirigés par des gouvernements locaux : la Colombie, la Géorgie, l'Espagne, le Royaume-Uni et l'Uruguay. Pour certains, cette approche était une réponse stratégique aux systèmes de gouvernement à la fois très centralisés et décentralisés. Le plan d'action 2020–2024 de l'Espagne comprenait 53 engagements provenant des 19 communautés et villes autonomes du pays, ainsi qu'un engagement de la Fédération espagnole des municipalités et provinces, portant sur des domaines thématiques établis au niveau national⁹⁷. Les plans d'action du PGO élaborés par le gouvernement du Royaume-Uni contenaient également des réformes pour l'Écosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord, qui disposent chacun d'un ensemble de compétences dévolues. Dans d'autres pays, la société civile locale a plaidé en faveur de l'inclusion dans les plans d'action nationaux. En Colombie et en Uruguay, des OSC ayant une présence locale occupent des postes de direction dans les plateformes nationales du PGO. Ces cinq pays ont également intégré des gouvernements locaux dans leurs forums nationaux multipartites PGO, certains y incluant même différents pouvoirs publics et adoptant des pratiques conformes aux approches d'État ouvert⁹⁸.

Pour en savoir plus, veuillez consulter le rapport du PGO intitulé « Le progrès grâce au partenariat : collaboration nationale-locale pour faire progresser le gouvernement ouvert ».⁹⁹ Ce rapport fournit des ressources sur les objectifs de cette collaboration, les dispositifs institutionnels réunissant les parties prenantes nationales et locales du PGO ainsi que les approches et les choix de conception permettant de coordonner les réformes.

Encadré 10. Mise en œuvre des objectifs stratégiques nationaux au Kenya

Lors de la mise en œuvre des priorités nationales, les efforts locaux ont parfois progressé là où les efforts nationaux ont rencontré des blocages. Au Kenya, dans le cadre des plans d'action nationaux et locaux du PGO, les comtés d'Elgeyo Marakwet, de Makueni et de Nandi ont chacun entrepris des réformes en matière de commande publique ouverte et de participation du public. Ils ont cherché à mettre en œuvre les priorités de la Constitution de 2010 et d'un décret exécutif présidentiel. Alors que le gouvernement national se heurtait à des obstacles, ces comtés ont fait avancer les choses, adoptant des lois sur la participation du public et établissant une transparence complète en matière de la commande publique¹⁰⁰.



Notes de fin

- ¹ « Défi du gouvernement ouvert », Partenariat pour un Gouvernement ouvert, <https://www.opengovpartnership.org/fr/the-open-gov-challenge/>;
- ² « Outil de suivi pour le défi du gouvernement ouvert », Partenariat pour un Gouvernement ouvert, <https://www.opengovpartnership.org/fr/the-open-gov-challenge/challenge-tracker>.
- ³ « Renforcer l'engagement civique par le développement des capacités en matière de gouvernance participative (PHQZT0004) », Partenariat pour un gouvernement ouvert <https://www.opengovpartnership.org/fr/members/quezon-city-philippines/commitments/PHQZT0004>.
- ⁴ « Renforcer la coordination pour soutenir la réforme de la justice », Partenariat pour un gouvernement ouvert <https://www.opengovpartnership.org/fr/the-open-gov-challenge/kaduna-nigeria-coordination-for-justice-reform>.
- ⁵ « Explorer et établir un processus de responsabilisation de l'IA dans la ville d'Austin (USAU0007) », Partenariat pour un gouvernement ouvert <https://www.opengovpartnership.org/fr/members/austin-united-states/commitments/usau0007>.
- ⁶ Par région, le pourcentage de membres locaux ayant pris au moins un engagement concernant la participation du public était de 100 % en Afrique et au Moyen-Orient, de 90 % dans les Amériques, de 85 % en Europe et de 75 % en Asie et dans le Pacifique.
- ⁷ Voir les exemples suivants : Asturies (Espagne), Banská Bystrica (République slovaque), Béni Mellal-Khénifra (Maroc), Bogotá (Colombie), Chihuahua (Mexique), Glasgow (Royaume-Uni), Gyumri (Arménie), Kutaisi (Géorgie), Maipú (Chili), Manizales (Colombie), État du Mexique (Mexique), Novi Pazar (Serbie), Ontario (Canada), Osasco (Brésil), Paris (France), Santo Domingo de los Tsáchilas (Équateur), Timișoara (Roumanie), Tlalnepantla de Baz (Mexique) et Vanadzor (Arménie).
- ⁸ Voir les exemples suivants : Akhaltsikhe (Géorgie), Cartagena de Indias (Colombie), Córdoba (Argentine), Detmold (Allemagne), Makhanda (Afrique du Sud), Irlande du Nord (Royaume-Uni), Regueb (Tunisie), Écosse (Royaume-Uni), Sekondi-Takoradi (Ghana), Wassa Amenfi Est (Ghana) et Žilina (République slovaque).
- ⁹ Voir les exemples suivants : Carthage (Tunisie), Chepo (Panama), Contagem (Brésil), et la communauté valencienne (Espagne).
- ¹⁰ Pour plus d'exemples, voir : Cartagena de Indias (Colombie), Mendoza (Argentine) et São Paulo (Brésil).
- ¹¹ « Rapport de fin d'engagement – Renforcement et intégration de nouveaux éléments dans la plateforme numérique de participation citoyenne à la création et à la modification des lois », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 16 octobre 2024, www.opengovpartnership.org/fr/documents/end-of-commitment-report-strengthening-and-incorporation-of-new-elements-in-the-digital-platform-for-citizen-participation-in-the-creation-and-modification-of-laws ; “Congreso Jalisco Abierto” [Congrès ouvert Jalisco], Congreso Jalisco Abierto, <https://congresoabierto.congreso.jalisco.gob.mx>.
- ¹² « THIVIC, Laboratoire d'Innovation Sociale de la Mairie de Madrid (ESMD0008) », Partenariat pour un gouvernement ouvert, www.opengovpartnership.org/fr/members/madrid-spain/commitments/esmd0008.
- ¹³ « Création du Conseil de participation asturien (ESASP0007) », Partenariat pour un gouvernement ouvert, www.opengovpartnership.org/fr/members/asturias-spain/commitments/esasp0007 ; « Projet de règlement visant à accroître le rôle de la société civile dans la prise de décision (ESVAC0006) Vue d'ensemble », Partenariat pour un gouvernement ouvert, <https://www.opengovpartnership.org/fr/members/valencian-community-spain/commitments/esvac0006>.
- ¹⁴ « Développer et améliorer Vcentri HUB en tant que plateforme gouvernement-communauté (UAIEV0005) », Partenariat pour un gouvernement ouvert, www.opengovpartnership.org/fr/members/kyiv-ukraine/commitments/uaiev0005 ; « Élargir les espaces de participation publique pour une prise de décision inclusive (KEEM0002) », Partenariat pour un gouvernement ouvert, <https://www.opengovpartnership.org/fr/members/elgevo-marakwet-kenya/commitments/keem0002> ; « Participation publique et engagement civique (KEKAK0001) », Partenariat pour un gouvernement ouvert, <https://www.opengovpartnership.org/fr/members/kakamega-kenya/commitments/kekak0001> ; « Renforcer l'engagement citoyen et la participation publique (KEMAC0001) », Partenariat pour un gouvernement ouvert, <https://www.opengovpartnership.org/fr/members/machakos-kenya/commitments/kemac0001> ; « Améliorer la participation du public et l'engagement civique (KENMS0004) », Partenariat pour un gouvernement ouvert, <https://www.opengovpartnership.org/fr/members/nairobi-kenya/commitments/kenms0004>.
- ¹⁵ « L'institutionnalisation du Conseil populaire de la ville de Baguio (BCPC) (PHBAG0005) », Partenariat pour un gouvernement ouvert, <https://www.opengovpartnership.org/fr/members/baguiio-philippines/commitments/PHBAG0005>.
- ¹⁶ « Améliorer la loi sur la participation publique », Partenariat pour un gouvernement ouvert, <https://www.opengovpartnership.org/fr/the-open-gov-challenge/m-rida-mexico-improve-the-public-participation-law/> ; « Développer une plateforme numérique pour la participation publique », Partenariat pour un gouvernement ouvert, <https://www.opengovpartnership.org/fr/the-open-gov-challenge/nuevo-le-n-mexico-develop-a-digital-platform-for-public-participation/> ; « Co-crée une nouvelle stratégie pour renforcer l'État de droit », Partenariat pour un gouvernement ouvert, www.opengovpartnership.org/fr/the-open-gov-challenge/quintana-roo-co-create-new-strategy-to-strengthen-rule-of-law.
- ¹⁷ « Outil de suivi du gouvernement ouvert », Partenariat pour un gouvernement ouvert.
- ¹⁸ « Greater Pollok: Neighborhood Infrastructure Improvement Fund List of Ideas to be funded », Centre for Civic Innovation, <https://cciglasgow.org/pdfs/your-citizen-voice-results-pollok.pdf>.
- ¹⁹ « Communities central to decisions on £23m infrastructure investment », Glasgow City Council, 7 juin 2022, <https://glasgow.gov.uk/article/2646/Communities-central-to-decisions-on-23m-infrastructure-investment>.



- 20 « Your Citizen Voice: Greater Pollok », Centre for Civic Innovation, <https://cciglasgow.org/pollok> ; « Your Citizen Voice: Calton », Centre for Civic Innovation, <https://cciglasgow.org/calton> ; « Rapport de fin d'engagement – Accroître la démocratie participative – Développer des panels de citoyens à Glasgow », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 15 mars 2024, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/end-of-commitment-report-increasing-participatory-democracy-developing-citizens-panels-across-glasgow>.
- 21 « Calton: Neighborhood Infrastructure Improvement Fund List of Ideas to be funded », Centre for Civic Innovation, <https://cciglasgow.org/pdfs/your-citizen-voice-results-calton.pdf>.
- 22 « Glasgow, Royaume-Uni : Le pouvoir citoyen », Partenariat pour un gouvernement ouvert, <https://www.opengovpartnership.org/fr/open-governmentawards/ogp-awards-2023/#glasgow>.
- 23 « Rapport de fin d'engagement – Accroître la démocratie participative – Développer des panels de citoyens à Glasgow », Partenariat pour un gouvernement ouvert.
- 24 « Glasgow, Royaume-Uni : Le pouvoir citoyen », Partenariat pour un gouvernement ouvert.
- 25 « Your Citizen Voice Govan », Centre for Civic Innovation, <https://cciglasgow.org/govan> ; « Neighborhood Infrastructure Improvement Fund », Drumchapel Housing Co-operative Limited, 3 décembre 2024, <https://www.drumchapelhc.org.uk/neighbourhood-infrastructure-improvement-fund>.
- 26 « Votre opinion compte. Exprimez-vous! », Gouvernement du Québec, <https://consultation.quebec.ca/?locale=fr>.
- 27 « Rapport de fin d'engagement – Améliorer les consultations publiques numériques », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 20 novembre 2023, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/end-of-commitment-report-improve-digital-public-consultations>.
- 28 « Plan d'action – São Paulo, Brésil, 2021 – 2024 », Partenariat pour un gouvernement ouvert, www.opengovpartnership.org/fr/documents/action-plan-sao-paulo-brazil-2021-2024.
- 29 « Accompagner les personnes âgées par des mesures participatives et innovantes (ESARG0004) », Partenariat pour un gouvernement ouvert, <https://www.opengovpartnership.org/fr/members/arag%C3%B3n-spain/commitments/esarg0004>.
- 30 « Mise en place d'un réseau de jeunes ambassadeurs pour une gouvernance ouverte (AMMTR0002) », Partenariat pour un gouvernement ouvert, <https://www.opengovpartnership.org/fr/members/metsamor-armenia/commitments/ammtr0002>.
- 31 « Co-création du modèle de gestion des tables intersectorielles sur les droits, le genre et la diversité sexuelle générique de Pichincha. (ECPCA0001) », Partenariat pour un gouvernement ouvert, <https://www.opengovpartnership.org/fr/members/pichincha-ecuador/commitments/ecpca0001>.
- 32 « Accroître la transparence dans les processus de passation des marchés publics pour une participation et une surveillance renforcées (KEEM0001) », Partenariat pour un gouvernement ouvert, <https://www.opengovpartnership.org/fr/members/elgeyomarakwet-kenya/commitments/keem0001>.
- 33 « Inclusion sociale des personnes handicapées, des jeunes et des femmes (KENDC0005) », Partenariat pour un gouvernement ouvert, <https://www.opengovpartnership.org/fr/members/nandi-kenya/commitments/kendc0005>.
- 34 « Outil de suivi du gouvernement ouvert », Partenariat pour un gouvernement ouvert.
- 35 Anabel Beltrán (Directrice du service de transparence, Aragon, Espagne), 2023, <https://www.opengovpartnership.org/fr/open-government-awards/ogp-awards-2023/#aragon>.
- 36 « Aragon, Espagne : Gobierno Fácil [Aragon, Espagne : Gouvernement facile], Partenariat pour un gouvernement ouvert, <https://www.opengovpartnership.org/fr/open-government-awards/ogp-awards-2023/#aragon>.
- 37 « Gouvernement facile », Observatoire de l'OCDE sur l'innovation dans le secteur public, <https://oecd-opsi.org/innovations/easy-government>.
- 38 « ESARG00001 : Integración colectivos infrarrepresentados » [ESARG00001 : intégration de groupes sous-représentés], Partenariat pour un gouvernement ouvert, https://www.opengovpartnership.org/wp-content/uploads/gravity_forms/29-0e9f68e16e-a0d3f95fde8489616a2fcb/2023/12/Implementation-Assessment-OGP-Aragon2021-2023-final_ESARG0001.pdf.
- 39 Mariana Cancela Moreira Leite, « Easy Government : comment l'Aragon inclut les personnes handicapées dans la prise de décision », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 14 septembre 2022, <https://www.ogpstories.org/fr/easy-government-how-aragon-is-including-people-with-disabilities-in-decision-making>.
- 40 James Abraham, « How we rescued 100 victims of human trafficking in Plateau – Gender commission chair », Punch, 15 janvier 2025, <https://punchng.com/how-we-rescued-100-victims-of-human-trafficking-in-plateau-gender-commission-chair>.
- 41 Manji Wilson (Conseiller technique principal pour les partenaires au développement, État du Plateau, Nigeria), entretien accordé au MEI, 4 février 2025 ; Gad Peter Shamaki (Forum de la société civile, État du Plateau, Nigeria), entretien accordé au MEI, 16 février 2025.
- 42 Abraham, « How we rescued 100 victims of human trafficking in Plateau – Gender commission chair », Punch.
- 43 Shamaki, entretien.
- 44 Wilson, entretien.
- 45 Eduardo Bejar (Fundación de Ayuda por Internet), entretien avec le MEI, 25 février 2025.
- 46 « Rapport de fin d'engagement – Améliorer la prestation de services dans les secteurs de l'éducation et de la santé » Partenariat pour un gouvernement ouvert, 18 avril 2024, www.opengovpartnership.org/fr/documents/end-of-commitment-report-improving-service-delivery-in-education-and-health-sectors.
- 47 Le MEI a modifié le nom de cette personne pour protéger son identité.
- 48 « San Pedro Garza García », Facebook, <https://www.facebook.com/reel/1262434201594747>.
- 49 « La historia de 'Sam Petrino', el canal de atención ciudadana más usado en San Pedro » [L'histoire de 'Sam Petrino', le canal de service le plus utilisé à San Pedro], Civica Digital, février 2024, <https://www.civica.digital/historias/chatbot-sam-petrino>.
- 50 « Observatory of Examples of How Open Data and Generative AI Intersect », Open Data Policy Lab, <https://repository.opendata-policylab.org/genai?slug=sam-petrino>.



- ⁵¹ « Réingénierie des outils de reporting du service public aux citoyens (MXSPG0002) », Partenariat pour un gouvernement ouvert, <https://www.opengovpartnership.org/fr/members/san-pedro-garza-garcia-mexico/commitments/MXSPG0002>.
- ⁵² « San Pedro Garza García, Mexico », Bloomberg Philanthropies, <https://whatworkscities.bloomberg.org/cities/san-pedro-garza-garcia-mexico>.
- ⁵³ Sabel Sierra (Commission sur la transparence et le gouvernement efficace, Nuevo León Council, Mexique), entretien avec le MEI, 7 mars 2025 ; « Atención Ciudadana » [Service citoyen], San Pedro Garza García, <https://atencion.sanpedro.gob.mx/web/#>.
- ⁵⁴ « Evaluación de procesos del programa del municipio de San Pedro Garza García Reingeniería de Atención » [Évaluation des processus du programme de la municipalité de San Pedro Garza García pour la réingénierie des services], Conseil de Nuevo León, 2024.
- ⁵⁵ Sierra, entretien.
- ⁵⁶ « Atención Ciudadana », San Pedro Garza García.
- ⁵⁷ « La historia de 'Sam Petrino', el canal de atención ciudadana más usado en San Pedro », Cívica Digital.
- ⁵⁸ « Atención Ciudadana », San Pedro Garza García.
- ⁵⁹ Sierra, entretien.
- ⁶⁰ « Actions communautaires pour une stratégie de ville saine (ESMD0004) », Partenariat pour un gouvernement ouvert, <https://www.opengovpartnership.org/fr/members/madrid-spain/commitments/ESMD0004>.
- ⁶¹ « Rapport de fin d'engagement – Actions communautaires pour une stratégie de ville saine », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 28 septembre 2023, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/end-of-commitment-report-community-actions-for-a-healthy-city-strategy>.
- ⁶² Par ailleurs, 81 % des juridictions locales comptant plus de deux millions d'habitants avaient pris au moins un engagement portant sur les données ouvertes, alors que seulement 55 % des juridictions ayant entre un et deux millions d'habitants, et 23 % de juridictions ayant moins d'un million d'habitants avaient fait de même.
- ⁶³ En 2017–2018, 30 % des engagements locaux portaient sur les données ouvertes, contre 23 % pour la période 2021–2022 et 7 % pour la période 2023–2024. Cette analyse ne prend pas en compte la période 2019–2020, puisque seuls 15 engagements locaux ont été soumis lors de la phase principale de la pandémie de COVID-19.
- ⁶⁴ « Plan d'action – Semarang, Indonésie, 2021 – 2023 », Partenariat pour un gouvernement ouvert, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/action-plan-semarang-indonesia-2021-2026>.
- ⁶⁵ « Visualiza Madrid con datos abiertos » [Visualiser Madrid avec les données ouvertes], Madrid, <https://datos.madrid.es/portal/site/egob/menuitem.400a817358ce98c34e937436a8a409a0/?vgnextoid=507d8de9675b3910VgnVCM2000001f4a900aRCRD&vgnnextchannel=507d8de9675b3910VgnVCM2000001f4a900aR- CRD&vgnnextfmt=default>.
- ⁶⁶ « Rapport de fin d'engagement – Amélioration du portail de transparence et augmentation des visualisations de données ouvertes », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 29 septembre 2023, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/end-of-commitment-report-improvement-of-the-transparency-portal-and-increase-of-open-data-visualisations>.
- ⁶⁷ Laura Büttner-Quandt et André Renz, « Culture des données et communautés de données pour et dans l'administration publique », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 27 août 2024, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/article-data-culture-and-data-communities-for-and-in-the-public-administration-hamburg-2024/> ; Laura Büttner-Quandt et André Renz, « De la transparence à l'engagement : la voie de Hambourg vers un gouvernement ouvert », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 15 juin 2023, <https://www.opengovpartnership.org/fr/stories/from-transparency-to-engagement-hamburgs-path-to-open-government>.
- ⁶⁸ « Marchés publics ouverts : Mettre en œuvre un système de passation de marchés publics électroniques (e-GP) (KENMS0002) », Partenariat pour un gouvernement ouvert, <https://www.opengovpartnership.org/fr/members/nairobi-kenya/commitments/kenms0002>.
- ⁶⁹ « Changement climatique (KEKAK0002) », Partenariat pour un gouvernement ouvert, <https://www.opengovpartnership.org/fr/members/kakamega-kenya/commitments/kekak0002>.
- ⁷⁰ « Consolider l'État de Goiás comme référence en matière de transparence publique (BRGIS0003) », Partenariat pour un gouvernement ouvert, <https://www.opengovpartnership.org/fr/members/state-of-goias-brazil/commitments/brgis0003>.
- ⁷¹ « Données ouvertes sur les décisions et procédures judiciaires », Partenariat pour un gouvernement ouvert, <https://www.opengovpartnership.org/fr/the-open-gov-challenge/buenos-aires-argentina-open-data-on-court-rulings-and-processes>.
- ⁷² « Améliorer la participation du public à la prise de décision », Partenariat pour un gouvernement ouvert, <https://www.opengovpartnership.org/fr/the-open-gov-challenge/barranquilla-colombia-improve-public-participation-decision-making> ; « Améliorer l'accès à l'information », Partenariat pour un gouvernement ouvert, <https://www.opengovpartnership.org/fr/the-open-gov-challenge/kamianets-podilskiy-ukraine-improve-access-to-information> ; « Créer une plateforme de suivi des projets de travaux publics », Partenariat pour un gouvernement ouvert, <https://www.opengovpartnership.org/fr/the-open-gov-challenge/yerba-buena-argentina-create-monitoring-platform-public-works>.
- ⁷³ Follow Taxes, entretien avec le MEI, 7 avril 2025.
- ⁷⁴ « Rapport du MEI : État de Kaduna, rapport de conception du Nigeria 2018-2020 », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 23 novembre 2020, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/kaduna-state-nigeria-design-report-2018-2020/>.



- ⁷⁵ « Rapport du MEI sur les plans d'action locaux 2018–2021 », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 30 novembre 2022, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/report-on-local-action-plans-2018-2021> ; « Rapport de fin d'engagement – Opérationnalisation complète des contrats ouverts et déploiement et utilisation efficaces des normes de données sur les contrats ouverts (OCDS) pour répondre aux besoins des diverses parties prenantes dans les MDA clés », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 18 avril 2024, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/end-of-commitment-report-full-operationalization-of-open-contracting-and-effective-deployment-and-use-of-open-contracting-data-standards-ocds-to-meet-diverse-stakeholders-needs-in-key-mdas>.
- ⁷⁶ « Kaduna State Open Contracting Portal », Kaduna State Public Procurement Authority <https://www.ocds.kdsg.gov.ng/Projects>.
- ⁷⁷ Adedeji Adeniran, Isiaka Akande Raifu et Great Nnamani, « Transparency in the procurement process in Nigeria », Brookings, 19 novembre 2024, <https://www.brookings.edu/articles/transparency-in-the-procurement-process-in-nigeria>.
- ⁷⁸ « Subnational open contracting reforms: Lessons from Nigeria's state governors », Open Contracting Partnership, 10 novembre 2021, <https://www.open-contracting.org/2021/11/10/subnational-open-contracting-reforms-lessons-from-nigerias-states>.
- ⁷⁹ « Data Insight », Satu Data Indonesia, <https://data.go.id/data-insight> ; Mochamad Azhar, « How does the Satu Data Indonesia Secretariat improve data governance? » Gov Insider, 20 août 2024, <https://govinsider.asia/intl-en/article/how-does-the-satu-data-indonesia-secretariat-improve-data-governance>.
- ⁸⁰ « Open Data Brebes », Brebes, <https://opendata.brebeskab.go.id>.
- ⁸¹ « Satu data Sumbawa Barat » [One Data pour Sumbawa occidentale], Sumbawa occidental, <https://data.sumbawabaratkab.go.id>.
- ⁸² « Statistik NTB Satu Data » [Statistiques de One Data pour Nusa Tenggara occidentale], Nusa Tenggara occidentale, <https://data.ntbprov.go.id>.
- ⁸³ « Portal Satu Data Indonesia Tingkat Kota Semarang » [Portail indonésien de One Data pour Semarang City], Semarang, <https://data.semarangkota.go.id>.
- ⁸⁴ « Satu Data Banggai » [One Data pour Banggai], Banggai, <https://data.banggai.go.id>.
- ⁸⁵ Maharani Putri S. Wibowo (Directeur adjoint pour la politique étrangère et la coopération en matière de développement international, ministère de la Planification nationale du développement), présentation à PGO Asie et la réunion pour la région du Pacifique, février 2025.
- ⁸⁶ Azhar, « How does the Satu Data Indonesia Secretariat improve data governance? » Gov Insider.
- ⁸⁷ « Rapport sur les résultats du MEI : Arménie 2022–2024 », Partenariat pour un Gouvernement ouvert, 30 juin 2025, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/armenia-results-report-2022-2024>.
- ⁸⁸ « Rapport sur les résultats du MEI : Roumanie 2022–2024 », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 6 janvier 2025, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/romania-results-report-2022-2024>.
- ⁸⁹ « Rapport sur les résultats du MEI : Maroc 2021–2023 », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 19 septembre 2024, <https://www.opengovpartnership.org/documents/morocco-results-report-2021-2023>.
- ⁹⁰ « Parcours de Gouvernement Ouvert des Philippines : Rapport 2025 », Partenariat pour un gouvernement ouvert, mars 2025, <https://www.opengovpartnership.org/fr/philippines-open-government-journey>.
- ⁹¹ « Rapport sur les résultats du MEI : Costa Rica 2019–2022 », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 1er septembre 2023, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/costa-rica-results-report-2019-2022>.
- ⁹² « Rapport sur les résultats du MEI : Argentine 2019–2022 », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 1er septembre 2023, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/argentina-results-report-2019-2022> ; « Rapport sur les résultats du MEI : Mexique 2019–2022 », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 1er septembre 2023, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/mexico-results-report-2019-2022>.
- ⁹³ « Puesta en marcha de la huella normativa » [Mise en œuvre de l'empreinte législative], Gouvernement espagnol, https://transparencia.gob.es/transparencia/transparencia_Home/index/Gobierno-abierto/seguiemientoIVPlanGA/seguiemiento_C10/Castilla-y-Leon/10-47-4-PuestaMarcha.html ; « Huella normativa » [Empreinte législative], Junta de Castilla y León, <https://gobiernoabierto.jcyl.es/web/es/transparencia/huella-normativa.html>.
- ⁹⁴ « Öffentlich bereitgestellte Daten als Linked Open Data (Verpflichtung Schleswig-Holstein) » [Les données disponibles publiquement en tant que données ouvertes connectées (Engagement du Schleswig-Holstein)], Open Government Deutschland, <https://www.open-government-deutschland.de/opengov-de/ogp/aktionsplaene-und-berichte/4-nap/oeffentlich-bereitgestellte-daten-als-linked-open-data-verpflichtung-schleswig-holstein-2225528?view=#tar-2> ; « Berliner Haushaltsdaten als Linked Open Data (Verpflichtung Berlin) » [Données des ménages berlinois en tant que données ouvertes connectées (Engagement de Berlin)], Open Government Deutschland, <https://www.open-government-deutschland.de/opengov-de/ogp/aktionsplaene-und-berichte/4-nap/berliner-haushaltsdaten-als-linked-open-data-verpflichtung-berlin-2225466?view=>.
- ⁹⁵ Les domaines politiques apparaissant le plus souvent dans les engagements nationaux dirigés par des gouvernements locaux sont la participation du public (66 % des engagements) et les données ouvertes (29 %).
- ⁹⁶ Comparativement aux membres locaux du PGO, une plus faible proportion des engagements nationaux dirigés par des gouvernements locaux portaient sur les services publics (25 % contre 10 %) et l'inclusion (25 % contre 10 %).
- ⁹⁷ Examen du plan d'action du MEI : Espagne 2020–2024 », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 10 août 2021, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/spain-action-plan-review-2020-2024>.



⁹⁸ Examen du plan d'action du MEI : Colombie 2023–2025 », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 20 août 2024, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/colombia-action-plan-review-2023-2025> ; « Rapport du MEI : 2018–2019 », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 20 mai 2020, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/georgia-design-report-2018-2019> ; « Examen du plan d'action du MEI : Uruguay 2021–2024 », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 19 avril 2023, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/uruguay-action-plan-review-2021-2024> ; Examen du plan d'action du MEI : Espagne 2020–2024, » Partenariat pour un Gouvernement ouvert.

⁹⁹ « Le progrès par le partenariat : une collaboration nationale-locale pour faire progresser le gouvernement ouvert », Partenariat pour un Gouvernement ouvert, 8 octobre 2024, www.opengovpartnership.org/fr/documents/progress-through-partnership-national-local-collaboration-to-advance-open-government.

¹⁰⁰ « Kenya – Le voyage vers un gouvernement ouvert : Rapport 2025, Partenariat pour un gouvernement ouvert, juin 2025, <https://www.opengovpartnership.org/fr/kenyas-open-government-journey>.





CHAPITRE II : CO-CRÉATION DU PLAN D'ACTION

Les membres locaux ont innové non seulement au niveau du contenu des politiques, mais aussi de la conception des processus, en adaptant les espaces de dialogue multipartites, en renforçant la diversité des partenaires de la société civile et en intégrant l'inclusion dans les processus de consultation. Les enseignements tirés des approches adoptées par les gouvernements locaux pour élaborer leurs plans d'action PGO proviennent des 61 rapports de suivi publiés entre 2017 et 2024, ainsi que des plans d'action locaux et des entretiens. Cette section étudie ces bonnes pratiques au cours des phases clés du processus de co-création et de mise en œuvre des plans d'action locaux du PGO¹.

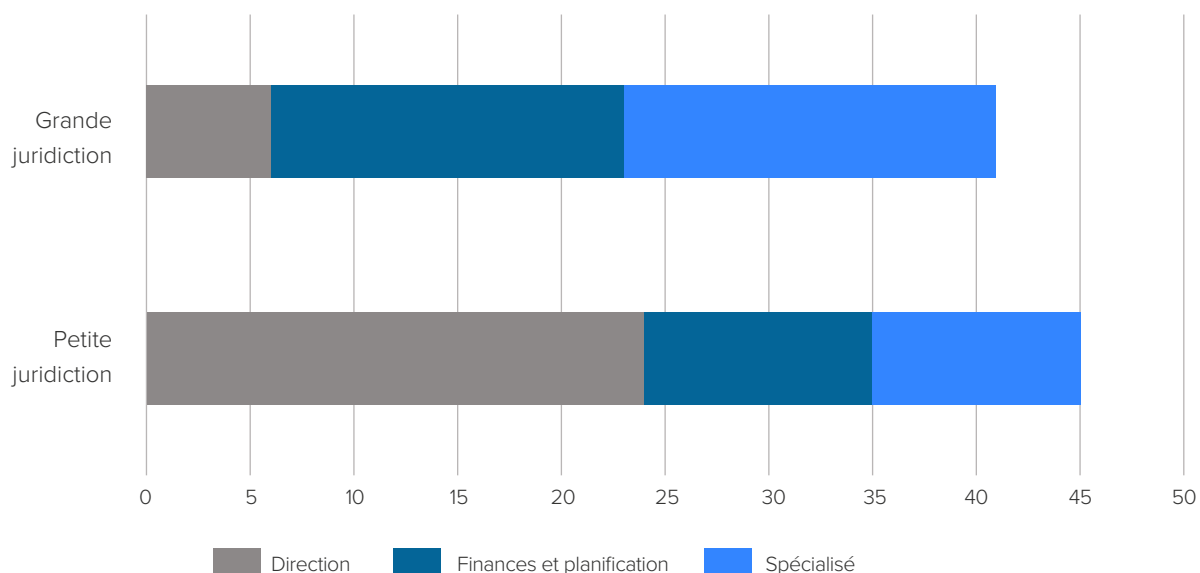
*Photo : Un phare à Tanger (Maroc).
Crédit photo : Pôle Océline via Pexels.*



Construction d'une équipe de pilotage

Au sein d'un ensemble de 86 gouvernements locaux, la direction gouvernementale des équipes PGO était répartie de manière égale entre les services des finances et de la planification, les cadres locaux, et d'autres agences spécialisées (axées soit sur le gouvernement ouvert, soit sur d'autres domaines politiques tels que l'éducation, la santé ou la jeunesse²). Cependant, cette répartition variait selon la taille des juridictions. Dans les juridictions locales les plus grandes (c'est-à-dire celles comptant plus d'un million d'habitants), c'étaient les services des finances et de la planification qui pilotaient le plus souvent les réformes de gouvernement ouvert, tandis que dans les juridictions locales plus petites (c'est-à-dire celles comptant moins d'un million d'habitants), ce rôle revenait plus fréquemment aux cadres locaux. Cela pourrait indiquer que la direction politique des petites juridictions est essentielle pour soutenir les réformes, tandis que les juridictions plus grandes, dotées de ressources plus importantes, sont mieux en mesure d'intégrer le gouvernement ouvert au sein de services fonctionnels.

Pilotage du PGO selon la taille de la population



Cette figure compare le nombre de petites et grandes juridictions où le PGO est piloté par les cadres locaux, les services des finances et de la planification, ou des agences plus spécialisées.

Identification d'espaces de dialogue

Les membres locaux du PGO ont identifié des espaces de dialogue, existants ou nouveaux, pour permettre une participation multipartite régulière des parties prenantes dans la co-création et la mise en œuvre des plans d'action PGO.

Exigence minimale de l'adhésion au PGO³, l'identification d'espaces de dialogue était une pratique largement répandue parmi les gouvernements locaux. Selon les 60 évaluations publiées par les organes locaux de suivi, 54 gouvernements locaux disposaient de forums multipartites ayant tenu au moins une réunion avec la société civile lors de la co-création de leurs plans d'action. Parmi celles-ci, 49 ont vu des parties prenantes non gouvernementales approuver le plan d'action final. Il existe peut-être d'autres forums multipartites actifs qui ne figurent pas dans ce rapport, faute d'évaluations publiées par un organe de suivi local.

Les gouvernements locaux ont adapté leurs espaces de dialogue afin de tirer parti des opportunités propres à leurs juridictions. Certaines ont identifié des forums ou mécanismes de participation des parties prenantes déjà existants, et les ont réorientés pour servir d'espaces de dialogue sur les thématiques du PGO (voir **Encadré 11**). L'examen des plans d'action locaux 2021–2022 montre que cette approche visait à éviter les doublons, à assurer un alignement avec les priorités politiques en cours et à mobiliser des réseaux, des relations et des ressources parfois établis de longue date⁴.

Lors de la conception de ces espaces de dialogue, certains ont utilisé la représentation pour intégrer les besoins de secteurs clés de leurs communautés dans les réformes PGO (voir **Encadré 12**). Par exemple, la Catalogne (Espagne) a constitué son forum multipartite en veillant à une parité de genre ainsi qu'à une représentation équilibrée entre les parties gouvernementales et non gouvernementales⁵. De son côté, en intégrant plus de parties prenantes pour son troisième plan, São Paulo (Brésil) a élargi son forum multipartite de 6 à 32 membres, en maintenant une représentation égale entre parties prenantes gouvernementales et non gouvernementales. Une partie prenante a souligné que ce groupe élargi avait renforcé l'adhésion aux réformes, et que le passage à un processus décisionnel consensuel avait réduit les conflits par rapport aux plans précédents⁶.

Dans une optique d'institutionnalisation du PGO, au moins 19 gouvernements locaux ont formalisé leurs espaces de dialogue et leurs processus de gouvernement ouvert par des décrets, des ordonnances, des règlements, des protocoles d'accord, des accords d'association ou des accords-cadres. Les raisons allaient de l'obtention d'une autorisation gouvernementale de haut niveau à la création d'un cadre de coopération entre les différents niveaux de gouvernement, ou encore entre le gouvernement, la société civile et d'autres partenaires. Par exemple, en Indonésie, les chefs de gouvernement de Nusa Tenggara occidentale et Sumbawa occidentale ont publié des décrets sur la composition de leurs équipes de coordination PGO⁷. Au Quintana Roo (Mexique), le gouverneur et des organisations clés de la société civile ont signé une Déclaration de gouvernement ouvert afin d'assurer un soutien politique de haut niveau⁸.



Photo : Participants à une séance de Gouvernement Facile.
Crédit photo : LAAAB.

Encadré 11. Le laboratoire de gouvernement ouvert d'Aragon

L'Aragon (Espagne) a à la fois constitué un comité de pilotage PGO et utilisé son laboratoire de gouvernement ouvert existant (LAAAB). Le LAAAB a enregistré plus de 2 700 utilisateurs et 760 organisations gouvernementales et de la société civile pour co-crée des politiques publiques⁹. Il a apporté au processus PGO¹⁰ un réseau très motivé de parties prenantes et de projets locaux, même si ces participants avaient une compréhension plus limitée du PGO et étaient moins fréquemment de nouveaux acteurs¹¹. Le rôle qu'il a joué dans le PGO a également permis d'ouvrir davantage le LAAAB lui-même, par exemple, en introduisant un vote citoyen sur les différents volets de travail¹².





Photo : Une récolte de cacao à Santo Domingo de los Tsáchilas (Équateur). Crédit photo : Gouvernement de Santo Domingo de los Tsáchilas.

Encadré 12. Représentation autochtone à Santo Domingo de los Tsáchilas

Santo Domingo de los Tsáchilas (Équateur) est une province commerciale et agricole dotée d'une communauté autochtone Tsáchila dynamique¹³. Son forum multipartite PGO a réuni des représentants d'un syndicat industriel, d'un groupe d'écotourisme, de la chambre de tourisme, du milieu universitaire, d'entités publiques et de la communauté Tsáchila¹⁴, permettant d'aboutir à des réformes répondant aux besoins locaux. Un représentant du gouvernement a souligné que la participation de la communauté Tsáchila avait été essentielle pour lancer un engagement PGO visant à préserver son patrimoine ancestral et culturel¹⁵. Le processus a également bénéficié de l'appui de la Fundación de Ayuda por Internet (FUNDAPI), une ONG qui a apporté une expertise nationale au processus¹⁶.



Élaboration d'une feuille de route

Les membres locaux ont élaboré des feuilles de route pour leur travail en matière de gouvernement ouvert, définissant des stratégies de gouvernement ouvert ou déterminant les étapes nécessaires à l'élaboration des plans d'action PGO. Dans certains cas, le public a contribué à définir l'ordre du jour¹⁷. Avant de co-créer un plan d'action du PGO, les élus, les ONG, les citoyens et les groupes marginalisés de Yoff (Sénégal) ont conçu une stratégie quinquennale (voir **Encadré 13**)¹⁸. De son côté, Nuevo León (Mexique) a commencé par des consultations publiques afin d'identifier les intersections entre les valeurs du PGO et les plans clés du gouvernement, constituant ainsi la base des ateliers de co-création qui ont suivi¹⁹. À São Paulo (Brésil), les parties prenantes gouvernementales et externes du forum multipartite ont élaboré conjointement la méthodologie de prise de décision, et même la définition de l'agenda, au sein du processus de co-création²⁰. De même, la société civile et le gouvernement ont collaboré à l'élaboration de l'ordre du jour des processus et des réunions à Timișoara (Roumanie)²¹.

Encadré 13. Commencer la co-création par la co-création à Yoff

Avant de co-créer ses engagements du PGO, Yoff (Sénégal) a co-créé un Plan de développement municipal durable. Ce plan quinquennal présentait une stratégie pour les actions locales en matière de développement économique, social et environnemental, en alignant ces actions avec les efforts nationaux liés aux Objectifs de développement durable et au Plan Sénégal Émergent. Grâce à des consultations, les membres de la communauté ont pu donner leur avis sur les priorités du plan, notamment les élues, les ONG, les associations professionnelles, les comités scolaires, les jeunes et les groupes marginalisés. Lorsque la municipalité et la communauté ont entamé leur cycle de PGO, ce plan a constitué une feuille de route naturelle, devenant le cadre du processus de gouvernement ouvert de Yoff²².



Sensibilisation

Pour encourager la participation au processus du PGO, les membres locaux ont fourni des informations publiques dès le début, avant l'élaboration de leurs plans d'action²³. Une partie prenante de la société civile en Équateur a indiqué que le fait de fournir dès le départ des informations claires au public pouvait susciter des propositions d'engagement davantage axées sur les solutions et plus pertinentes pour les valeurs du PGO et les mandats des gouvernements locaux²⁴. São Paulo (Brésil) a présenté un calendrier de co-création et des informations de contexte sur le gouvernement ouvert lors de la première réunion de son forum multipartite²⁵. Parallèlement, la Catalogne (Espagne) a diffusé des informations sur les domaines politiques potentiels pour les engagements, y compris l'état des lieux et les principaux défis²⁶.



Rédaction des engagements de manière inclusive

En vue de concevoir des plans d'action offrant des solutions pertinentes en matière de gouvernement ouvert, les membres locaux ont consulté la société civile et les citoyens sur les problèmes prioritaires et les domaines d'opportunité dans leurs juridictions. Les consultations ont bénéficié de mesures actives pour engager les groupes sous-représentés, et d'un retour d'information transparent sur la manière dont les contributions avaient été utilisées. Au fil des cycles de plans d'action, nombre de ces processus sont devenus plus intégrés et participatifs, à mesure de l'acquisition d'expérience de pilotage par les parties prenantes.

Certains membres locaux ont conçu leurs processus de consultation en accordant une attention particulière à l'inclusion des groupes sous-représentés (voir **Encadré 14**)²⁷. Bogotá (Colombie) a encouragé la participation au-delà des clivages socio-économiques en garantissant la parité de genre, la représentation des aidants, des personnes en situation de handicap et de la diversité géographique lors des ateliers de consultation pour le plan d'action de gouvernement ouvert de la ville²⁸. L'Aragon (Espagne) a adapté les lieux et les horaires des consultations afin de garantir l'accessibilité des espaces aux personnes en situation de handicap ou ayant des difficultés de compréhension écrite²⁹.

Alors qu'ils engageaient le public dans la co-création, au moins six membres locaux ont pu tester des mesures spécifiques visant à garantir une communication claire et un langage simple, après avoir réalisé qu'il pouvait être difficile pour les citoyens ordinaires de comprendre les aspects techniques du processus du PGO. Dans certains cas, cela a permis la participation de communautés plus marginalisées. Par exemple, Santo Domingo de los Tsáchilas (Équateur) et Béni Mellal-Khénifra (Maroc) se sont associées à des organisations de la société civile pour adapter les contenus liés au PGO en vue de les rendre compréhensibles pour les résidents des zones rurales³⁰.

Une fois les contributions du public reçues, au moins 14 membres locaux ont assuré un suivi en fournissant des retours expliquant comment ces contributions avaient été intégrées dans les plans d'action locaux PGO³¹. Aragon (Espagne) a publié un rapport sur son site Web PGO qui mentionnait chaque proposition et expliquait brièvement pourquoi elle avait été retenue ou exclue du plan d'action³². D'autres ont utilisé divers canaux pour partager des retours, allant des sessions de co-création en personne et des groupes WhatsApp à Nusa Tenggara occidentale (Indonésie)³³, jusqu'à des e-mails et une plateforme en ligne à Timișoara (Roumanie)³⁴.

Au fil du temps, alors que 26 membres locaux élaboraient leurs deuxième et troisième plans d'action PGO, des exemples ont montré que les processus de co-création étaient devenus plus intégrés et participatifs, en partie grâce aux enseignements tirés par les parties prenantes lors de chaque itération. Après leurs premiers plans d'action, les gouvernements de l'État du Plateau (Nigeria) et d'Aragon (Espagne) ont confié davantage de responsabilités à leurs forums multipartites pour la conception des engagements³⁵. À Santo Domingo de los Tsáchilas (Équateur), alors que le gouvernement commençait à mieux comprendre les aspects techniques du processus du PGO, l'une des partenaires clés de la société civile se souvient avoir pu se concentrer davantage sur les questions de fond de la co-création³⁶. De leur côté, 15 membres locaux ont choisi au moins une réforme à faire progresser de manière itérative à chaque nouveau plan d'action du PGO. Par exemple, les deux premiers plans d'action de Sekondi Takoradi (Ghana) ont commencé à établir un partenariat entre les propriétaires, les associations de résidents et le gouvernement pour améliorer l'accès aux toilettes domestiques, mais ils ont rencontré des difficultés³⁷. Dans son troisième plan, la ville a co-créé un plan stratégique Eau, assainissement et hygiène sur six ans³⁸ et a lancé un registre public contenant des données allant des installations sanitaires à l'eau potable³⁹.



Photo : Participants aux tables rondes de co-création thématiques à Nuevo León (Mexique).
Crédit photo : Gouvernement de Nuevo León.



Encadré 14. Les passionnés de gouvernement ouvert de Nuevo León

« Nous étions tous des passionnés de gouvernement ouvert », a confié l'un des responsables PGO à Nuevo León (Mexique). À tous les niveaux du gouvernement et de la société civile, une passion commune pour la collaboration a façonné la manière dont le PGO a pris forme dans l'État.

En tant que membres du PGO, l'État de Nuevo León, la municipalité de Monterrey et la municipalité de San Pedro Garza García ont uni leurs forces. Ils ont formé une coalition avec trois organismes clés du gouvernement et de la société civile, organisant à tour de rôle des séances de co-création. Ainsi, leurs premiers plans d'action comptaient deux engagements de chaque gouvernement, complétés par deux engagements transversaux portés conjointement par les trois gouvernements. L'approche de la coalition en matière de PGO a permis de soutenir structurellement une vision multi-gouvernementale de réforme, plutôt que basée sur des agendas cloisonnés.

Cette ouverture à la collaboration a également réuni différentes parties prenantes autour de la table. En tant que membre de la coalition, le Conseil de planification stratégique de Nuevo León, un organisme public-privé, a intégré la communauté dynamique d'entrepreneurs locaux dans le processus du PGO. La chambre de commerce de Nuevo León est devenue observatrice du forum multipartite du PGO. Parallèlement, lorsqu'une consultation publique a révélé que les enfants et adolescents étaient rarement inclus dans l'élaboration des politiques locales, Nuevo León a invité les jeunes à participer au processus de co-création. À leur suggestion, l'un des engagements du plan d'action a été consacré à l'autonomisation des enfants dans la prise de décision locale.

Les nouvelles voix qui ont élaboré des engagements du PGO se sont transformées en nouvelles voix dans l'élaboration de leur communauté. L'engagement a créé des supports d'apprentissage et un guide pour les enseignants, expliquant la notion de « participation » et comment les enfants peuvent l'utiliser pour améliorer leurs communautés et leurs écoles. Pour mettre ces outils en pratique, l'engagement a installé des boîtes à commentaires dans 39 écoles afin que les enfants puissent proposer des améliorations. Cela a donné à 5 808 élèves un nouveau moyen de partager leurs problèmes en toute sécurité, allant du harcèlement scolaire à la nécessité d'avoir plus de programmes sportifs et de meilleures installations scolaires. Nuevo León a conseillé aux écoles d'étudier attentivement les suggestions des élèves et de créer des groupes d'encadrement par des adultes incluant des enfants et adolescents afin de transformer les boîtes à commentaires en réformes concrètes⁴⁰.



Implication des parties prenantes dans la mise en œuvre

Pour plusieurs membres locaux, les groupes de la société civile ayant participé à l'élaboration des engagements du plan d'action ont apporté leur expertise lors de la mise en œuvre de ces mêmes réformes. Par exemple, Plena Inclusión Aragón, une coalition d'organisations regroupant 37 organisations locales représentant des personnes ayant un handicap intellectuel ou un trouble du développement, a participé à l'élaboration du plan d'action du PGO d'Aragon (Espagne). Lors de la mise en œuvre, elle a collaboré avec les agents publics lors d'ateliers mensuels pour créer des adaptations de documents gouvernementaux en lecture facile et a contribué à définir l'approche de la communauté autonome en matière d'accessibilité (voir **Encadré 4**). Selon un représentant du groupe, le fait d'aller au-delà du suivi en participant activement à un engagement a permis d'obtenir de meilleurs résultats⁴¹. Cela s'est également reflété dans l'État du Plateau (Nigeria) et en Écosse (Royaume-Uni), où les groupes thématiques réunissant le gouvernement et la société civile formés pendant la co-création ont poursuivi leur travail lors de la mise en œuvre⁴².

Les attentes quant au degré d'implication possible de la société civile dans la mise en œuvre doivent toutefois être alignées sur le temps et les ressources disponibles. Les examens des plans d'action locaux de 2018–2021 et de 2021–2022 ont montré que l'obtention de ressources financières est un défi important au niveau local⁴³. À Nuevo León (Mexique), un représentant de la société civile locale a souligné que la principale difficulté consiste à créer des conditions propices à la participation de la société civile sans imposer une charge excessive à des groupes locaux souvent composés de bénévoles⁴⁴.

Compte tenu des contraintes de ressources, certains membres locaux ont dû composer avec le faible nombre d'organisations de la société civile dans leurs juridictions. Dans l'État du Plateau (Nigeria), la concurrence pour les ressources financières entre les rares organisations de la société civile a conduit celles qui n'avaient pas obtenu de financement à se désengager du processus de PGO⁴⁵. Pour combler ce manque de ressources, Santo Domingo de los Tsáchilas (Équateur) a participé à des concours accordant des subventions pour ses engagements. Cependant, cette approche comportait ses propres difficultés, les subventions étant souvent limitées à des dépenses spécifiques telles que la mise en œuvre et la maintenance des systèmes informatiques. Une fois la subvention épuisée, c'était le gouvernement qui devait assumer les coûts de maintenance ultérieurs⁴⁶. Parmi les recommandations formulées par les organes locaux de suivi du PGO figuraient l'engagement d'entreprises locales et d'ONG, le recours à des initiatives bénévoles⁴⁷ et l'établissement de partenariats avec d'autres institutions publiques, privées et à but non lucratif⁴⁸. Par exemple, Khmelnytskyi (Ukraine) a intégré des établissements universitaires et des organismes professionnels dans son processus PGO⁴⁹.

De plus, un soutien local de haut niveau, grâce à l'engagement des gouverneurs et des hauts fonctionnaires ministériels, a facilité la mise en œuvre réussie des plans d'action locaux du PGO⁵⁰ malgré les défis (voir **Encadré 15**). En Écosse (Royaume-Uni), le directeur de la durabilité budgétaire et du développement du Trésor a apporté un soutien décisif à une réforme de transparence budgétaire, devenue l'un des éléments les plus réussis du plan d'action⁵¹. Au Quintana Roo (Mexique), le gouverneur a participé activement à des forums citoyens appelés « Glosa Ciudadana » visant à co-créer les engagements du premier plan d'action de l'État⁵². De même, le processus PGO dans l'État de Kaduna (Nigeria) a bénéficié d'un soutien gouvernemental important, offrant ainsi à des organisations de la société civile un point d'entrée pour faire progresser la mise en œuvre de mécanismes locaux de redevabilité⁵³.



Encadré 15. Gestion des changements politiques

Les élections et les changements politiques aux niveaux local et national se sont parfois révélés difficiles à gérer pour les membres locaux lors de la mise en œuvre de leurs réformes. Par exemple, lors de son premier plan d'action, la Catalogne (Espagne) a connu un changement de gouvernement. La restructuration des équipes dirigeantes et des services a affecté la mise en œuvre des engagements du PGO⁵⁴. Toutefois, les processus PGO locaux ont également montré une résilience face aux changements politiques⁵⁵.

Dans le cas du Brésil, sa structure fédérale a permis aux membres locaux de surmonter les défis rencontrés au niveau national pendant l'administration Bolsonaro. Une partie prenante du PGO a observé : « Au niveau local, nous n'avons pas eu beaucoup d'ingérences car nous avons déjà institutionnalisé le Département du gouvernement ouvert, ce qui nous a aidés à mettre en œuvre l'agenda sans interruption⁵⁶ ».

Parallèlement, dans l'État du Plateau (Nigeria), les élections de 2023 ont été l'occasion de faire remonter le gouvernement ouvert dans l'agenda politique. Le comité local de pilotage PGO a organisé un débat télévisé au cours duquel tous les candidats au poste de gouverneur se sont engagés à renforcer les efforts du PGO en cas d'élection. Grâce à ce soutien multipartite en faveur du gouvernement ouvert, le nouveau gouverneur a tenu sa promesse électorale après les élections.

Suivi les engagements

Plusieurs membres locaux ont créé des outils numériques innovants permettant à leurs électeurs de suivre en temps réel l'avancement de la mise en œuvre. À Peñalolén (Chili), une équipe d'étudiants universitaires locaux a passé un semestre à créer un outil permettant de suivre les progrès du plan d'action du PGO de leur juridiction. À la fin du semestre, ils avaient développé une plateforme Web réutilisable ainsi qu'une méthodologie de suivi, qu'ils ont partagées avec la municipalité⁵⁷. Sur leurs sites Web PGO, l'Écosse (Royaume-Uni)⁵⁸, Tétouan (Maroc)⁵⁹ et Buenos Aires (Argentine)⁶⁰ ont publié l'avancement de leurs engagements.

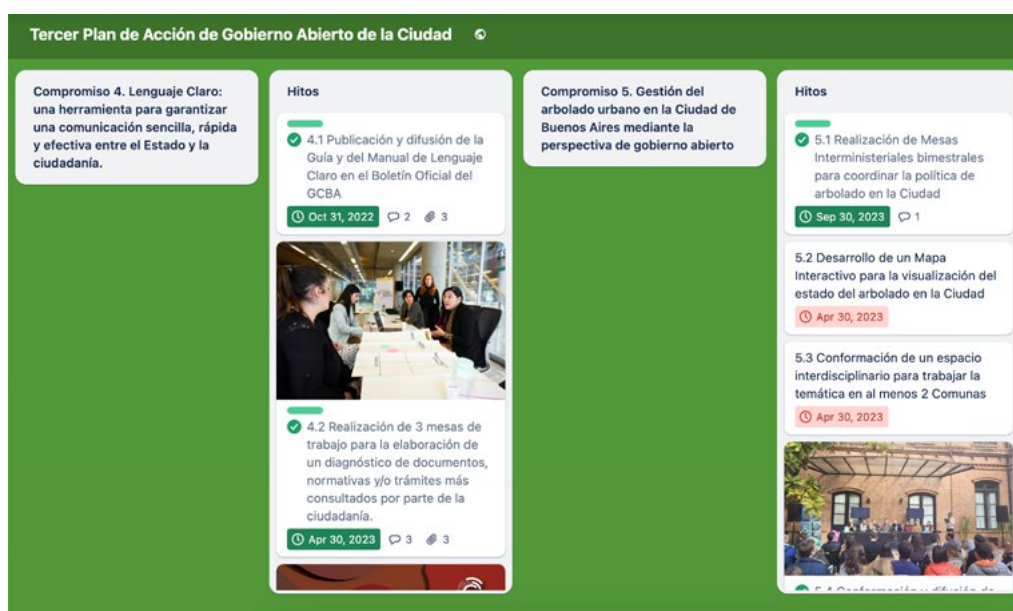


Image : Buenos Aires (Argentine) a utilisé Trello pour suivre son troisième plan d'action. Crédit photo : Ville de Buenos Aires.

خطة العمل المحلية للفترة 2023-2026

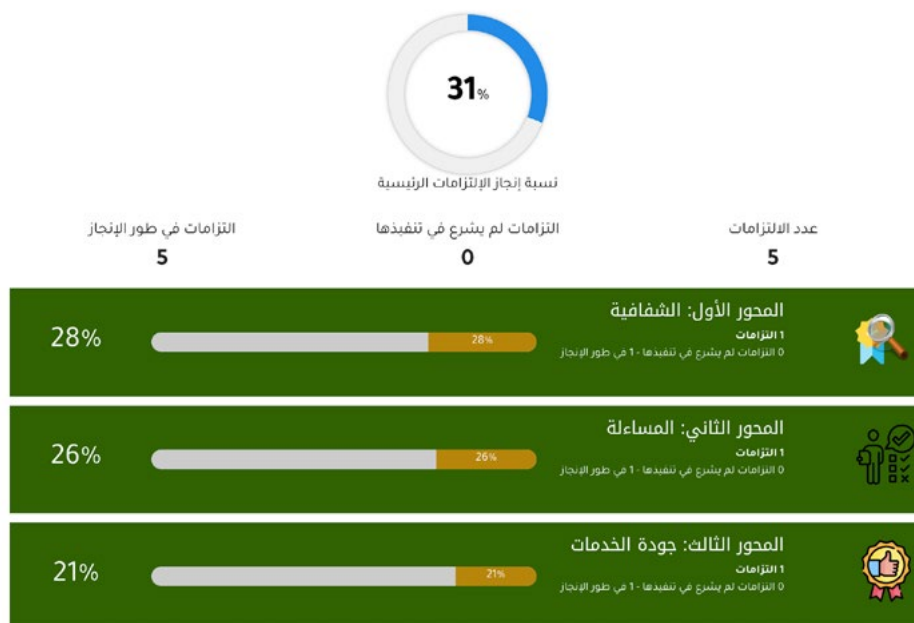


Image : Tétouan (Maroc) a publié un outil visuel montrant le pourcentage d'achèvement de chaque engagement pour son premier plan d'action. Crédit photo : Gouvernement local ouvert de Tétouan.

Évaluation des plans d'action

Les membres locaux ont également mis en œuvre des processus de supervision et de suivi afin de promouvoir la mise en œuvre rapide des engagements, d'identifier des opportunités d'apprentissage et d'offrir des moments de redevabilité. Les organes locaux de suivi sont responsables de l'évaluation des processus de co-création et des résultats obtenus grâce à la mise en œuvre des engagements. En avril 2025, 61 gouvernements locaux avaient reçu au moins une évaluation par un organe local de suivi, sur les 103 qui devaient en recevoir. Les organes locaux de suivi étaient plus courants dans les juridictions de grande taille (c'est-à-dire celles comptant plus d'un million d'habitants), qui disposaient probablement de ressources plus importantes pour le suivi que les juridictions plus petites⁶¹. Parmi les 22 membres locaux ayant mis en œuvre plusieurs plans d'action depuis 2021, 20 avaient adopté des organes de suivi⁶². Au Monténégro, une partie prenante a souligné que la coopération étroite avec les organes de suivi était essentielle pour la mise en œuvre du plan d'action local. Par exemple, au-delà de leurs responsabilités en matière de rapports, les organes de suivi ont animé des ateliers pour créer des feuilles de route détaillées et des indicateurs destinés à suivre la mise en œuvre du plan d'action⁶³.

Partage des progrès

Les membres locaux ont tiré des enseignements de leurs homologues d'autres juridictions grâce à des partenariats, des réseaux et des échanges d'expériences en matière de gouvernement ouvert.

Les membres locaux ont bénéficié de l'expérience d'autres membres de leur pays. Dix-neuf juridictions locales ont mis en œuvre leurs réformes de gouvernement ouvert en formant des coalitions avec des juridictions voisines et en partageant le pilotage du PGO. Par exemple, au Mexique, l'État de Nuevo León et les municipalités de Monterrey et San Pedro Garza García ont dirigé conjointement leurs processus PGO (voir **Encadré 14**). Dans d'autres cas, les membres locaux ont profité d'événements nationaux pour partager des stratégies couronnées de succès. Par exemple, en tant que membres pionniers du PGO local, l'État de Kaduna (Nigeria), São Paulo (Brésil) et du Sud (Philippines) ont mentoré de nouveaux membres dans leurs pays respectifs (voir **Encadré 16**)⁶⁴. Une partie prenante de São Paulo a souligné que ces occasions d'échanges entre pairs étaient un appui technique à la co-création, une source d'inspiration pour reproduire des réformes dans de nouvelles juridictions et parfois un baromètre pour réorienter les approches⁶⁵.

Des échanges ont également eu lieu à l'échelle internationale, avec la participation des membres locaux à des événements régionaux, internationaux ou universitaires. Ces dernières années, ont notamment été organisés le Sommet mondial du PGO en Estonie, le Congrès international sur l'État ouvert et la gouvernance au Costa Rica, et PGO Nordic+, un groupe informel d'échange entre pairs composé de membres du PGO. Lors d'une réunion de Nordic+ en janvier 2024, l'Écosse (Royaume-Uni) a présenté son portail de transparence budgétaire, élément central d'un de ses engagements PGO. Cet échange a permis aux responsables écossais de la mise en œuvre de tirer des enseignements des bonnes pratiques internationales tout en attirant l'attention de hauts responsables écossais⁶⁶.

Encadré 16. Mentorat en gouvernement ouvert depuis Cotabato du Sud

Lors d'une table ronde organisée par le ministère philippin de l'Intérieur et des Collectivités locales, le Cotabato du Sud a partagé son expérience avec quatre nouveaux membres du programme du PGO local : Baguio City, Quezon City, Tagbilaran City et la municipalité de Larena. Cotabato du Sud a été l'un des premiers gouvernements locaux à rejoindre le PGO en 2018 et a depuis mis en œuvre deux plans d'action. Des représentants du gouvernement provincial, de la société civile et du forum multipartite ont partagé des stratégies de co-création, des approches pour gérer les transitions politiques, ainsi que des conseils pratiques pour construire des partenariats entre gouvernement et société civile. De leur côté, les nouveaux membres ont présenté les initiatives qu'ils envisageaient pour leurs plans d'action. Des participants de Tagbilaran ont indiqué qu'ils avaient acquis des connaissances précieuses et ils sont repartis avec de nouvelles idées pour engager leur communauté afin de transformer la gouvernance locale. Dans la période suivante, des séances de coaching ciblé les ont aidés à affiner leurs engagements du PGO⁶⁷.



Notes de fin

- ¹ « Open Government Action Plan Co-Creation Playbook », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 20 juillet 2024, <https://www.opengovpartnership.org/wp-content/uploads/2024/07/English-Local-Co-creation-Playbook-Draft-V2-.pdf>.
- ² L'analyse d'un échantillon de 86 gouvernements locaux par le MEI a révélé que les services des finances et de la planification dirigeaient 35 % des équipes du PGO ; les cadres locaux comme les maires, les mairies et les conseils locaux en dirigeaient 34 % ; et des agences plus spécialisées en dirigeaient 31 %. Cet échantillon couvre 80 % des gouvernements locaux ayant soumis au moins un plan d'action du PGO à la fin de 2024 (86 sur 107). Il a été sélectionné pour inclure toutes les gouvernements locaux pour lesquelles des données sont disponibles concernant le responsable du PGO local ainsi que la forme et la taille du gouvernement local.
- ³ Le Manuel du PGO local impose aux membres locaux le respect d'exigences de participation minimales lors de la co-création :
Forum : Le gouvernement local, avec l'appui de parties prenantes non gouvernementales, doit disposer d'un espace de participation pour l'élaboration et l'examen du plan d'action.

Régularité : Le gouvernement local, avec l'appui de parties prenantes non gouvernementales, doit tenir au moins une réunion avec la société civile et les parties prenantes non gouvernementales durant la co-création du plan d'action, ainsi que deux réunions par an sur la mise en œuvre du plan d'action.

Multipartite : Le gouvernement local, avec l'appui de parties prenantes non gouvernementales, doit inclure à la fois des représentants gouvernementaux et non gouvernementaux dans l'espace de co-création.

Approbation : Les parties prenantes non gouvernementales doivent approuver le plan d'action final. Le gouvernement local doit soumettre, dans le cadre du plan d'action, la liste des noms des parties prenantes non gouvernementales ayant approuvé le plan d'action final.

Voir le point 3.3.1 Exigences dans : « Manuel du PGO local », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 7 janvier 2021, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/ogp-local-handbook/#3.3.1>.
- ⁴ « Rapport du MEI sur les plans d'action locaux 2021-2022 », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 30 août 2023, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/irm-report-on-local-action-plans-2021-2022/>.
- ⁵ « Rapport initial – Plan d'action – Catalogne, Espagne, 2021 – 2023 », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 12 décembre 2022, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/inception-report-action-plan-catalonia-spain-2021-2023>.
- ⁶ Partie prenante du PGO (São Paulo), entretien avec le MEI, 26 septembre 2024.
- ⁷ « Plan d'action – West Nusa Tenggara, Indonésie, 2021 – 2023 », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 9 août 2021, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/action-plan-west-nusa-tenggara-indonesia-2021-2023>.
- ⁸ « Plan d'action – Quintana Roo, Mexique, 2021 – 2022 », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 23 février 2022, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/action-plan-quintana-roo-mexico-2021-2022>.
- ⁹ « Rapport initial - Plan d'action - Aragon, Espagne, 2021 - 2023 », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 5 décembre 2022, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/inception-report-action-plan-aragon-spain-2021-2023/>.
- ¹⁰ Elisa Barrera Meneses (Plena Inclusión Aragón), entretien avec le MEI, 28 février 2025.
- ¹¹ « Exercice d'apprentissage final – Plan d'action 2021-2023 – Aragon », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 17 janvier 2024, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/final-learning-exercise-action-plan-2021-2023-aragon/>.
- ¹² Mariana Cancela et Susana Barriga Corregidor (Direction générale des relations institutionnelles, de l'action externe et de la transparence, Aragon, Espagne), entretien avec le MEI, 18 février 2025.
- ¹³ « Visages du gouvernement ouvert : Jorge Chicaiza », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 9 août 2024, <https://www.opengovpartnership.org/fr/stories/faces-of-open-government-jorge-chicaiza>.
- ¹⁴ Eduardo Bejar (Fundación de Ayuda por Internet), entretien avec le MEI, 25 février 2025.
- ¹⁵ « Visages du gouvernement ouvert : Jorge Chicaiza », Partenariat pour un gouvernement ouvert.
- ¹⁶ Bejar, entretien.
- ¹⁷ Pour plus d'exemples, voir : Buenos Aires (Argentine), Kakamega (Kenya), Salcedo (République dominicaine) et Timișoara (Roumanie).
- ¹⁸ « Plan d'action – Yoff, Sénégal, 2024–2027 », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 19 décembre 2024, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/action-plan-yoff-senegal-2024-2027>.
- ¹⁹ Fernando Gómez (Secrétaire à la Participation citoyenne, Nuevo León, Mexique), entretien avec le MEI, 10 mars 2025 ; Sabel Sierra (Commission pour la transparence et le gouvernement effectif, Nuevo León Council, Mexique), entretien avec le MEI, 7 mars 2025.
- ²⁰ « Rapport initial - Plan d'action - São Paulo, Brésil, 2021 - 2024 », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 18 avril 2023, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/inception-report-action-plan-sao-paulo-brazil-2021-2024>.
- ²¹ « Rapport initial - Plan d'action - Timișoara, Roumanie, 2022 - 2024 », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 12 janvier 2023, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/inception-report-action-plan-timisoara-romania-2022-2024>.
- ²² « Plan de développement communal durable (PDC-D) de Yoff », Gouvernement sénégalais, septembre 2023, https://www.opengovpartnership.org/wp-content/uploads/gravity_forms/24-6fb2e5a17f4b4b4e72048871008bb9f3/2024/12/PLAN-DE-DEVELOPPEMENT-COMMUNAL-DURABLE-PDC-D-YOFF-VF-1.pdf; « Plan d'action – Yoff, Sénégal, 2024–2027 », Partenariat pour un gouvernement ouvert.
- ²³ Pour plus d'exemples, voir : Asturies (Espagne), Cartagena de Indias (Colombie), Córdoba (Argentine), Detmold (Allemagne), Glasgow (Royaume-Uni) et Rosario (Argentine).
- ²⁴ Bejar, entretien.
- ²⁵ « Rapport initial - Plan d'action - São Paulo, Brésil, 2021 - 2024 », Partenariat pour un gouvernement ouvert.



- ²⁶ « Rapport initial - Plan d'action - Catalogne, Espagne 2021 - 2023 », Partenariat pour un gouvernement ouvert.
- ²⁷ Pour plus d'exemples, voir : Banská Bystrica (République slovaque), Chihuahua (Mexique), Glasgow (Royaume-Uni), Gyumri (Arménie), Kaduna State (Nigeria), Maipú (Chili), Quito (Équateur), San Pedro Garza García (Mexique), Sarchí (Costa Rica), Scotland (Royaume-Uni), Tétouan (Maroc) et Wassa Amenfi East (Ghana).
- ²⁸ « Plan d'action – Bogotá, Colombie, 2021 – 2023 », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 26 août 2021, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/action-plan-bogota-colombia-2021-2023>.
- ²⁹ Plan d'action - Aragon, Espagne, 2021 - 2023 », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 30 septembre 2021, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/action-plan-aragon-spain-2021-2023>.
- ³⁰ Bejar, entretien ; National Democratic Institute, entretien avec le MEI, 4 mars 2025.
- ³¹ Pour plus d'exemples, voir : Austin (États-Unis), Pays Basque (Espagne), Buenos Aires (Argentine), Catalogne (Espagne), Cartagena de Indias (Colombie), Contagem (Brésil), Quintana Roo (Mexique), Rosario (Argentine), Scotland (Royaume-Uni), Tétouan (Maroc) et Erevan (Arménie).
- ³² « Registro de aportaciones » [Registre des contributions], Aragón Gobierno Abierto, <https://gobiernoabierto.aragon.es/agoab/documentos/fases/232476291050/Registro%20de%20aportaciones.pdf>.
- ³³ « Rapport initial – Plan d'action – West Nusa Tenggara, Indonésie, 2021 – 2023 », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 17 avril 2023, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/inception-report-action-plan-west-nusa-tenggara-indonesia-2021-2023>.
- ³⁴ « Rapport initial - Plan d'action - Timișoara, Roumanie 2022 - 2024 », Partenariat pour un gouvernement ouvert.
- ³⁵ Manji Wilson (Conseiller technique principal pour les partenariats en matière de développement, État du Plateau, Nigeria), entretien avec le MEI, 4 février 2025 ; Cancela et Corregidor, entretien.
- ³⁶ Bejar, entretien.
- ³⁷ « Rapport final de Sekondi-Takoradi 2017 du MEI », 3 août 2019, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/sekondi-takoradi-final-report-2017/> ; « Rapport du MII sur les plans d'action locaux 2018 - 2021 », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 30 novembre 2022, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/report-on-local-action-plans-2018-2021>.
- ³⁸ « 6-Year WASH Strategic Plan (2024–2030) » Sekondi-Takoradi Metropolitan Assembly, juin 2024, https://www.stma.gov.gh/OGP/FINAL%206-Year_WASH_Strategic_Plan_for_Low-Income_Communities_in_STMA-Full%20Document.pdf ; Akwasi Agyei Anim, « OGP Co WASH on Strategic Plan for Improving WASH in Sekondi Takoradi », YouTube, 25 août 2024, <https://www.youtube.com/watch?v=YuuOU75AoFM> ; Emmanuel Gamson, « STMA develops six-year WASH strategic plan », Ghana News Agency, 23 octobre 2024, <http://gna.org.gh/2024/10/stma-develops-six-year-wash-strategic-plan>.
- ³⁹ « Sekondi-Takoradi Wash Registry For Low-Income Communities », Sekondi-Takoradi Metropolitan Assembly, <https://washregistry.stma.gov.gh>.
- ⁴⁰ Fernando Gómez (Secrétaire à la participation citoyenne, Nuevo León, Mexique), entretien avec le MEI, 10 mars 2025 ; Andrea Rodríguez Cobos, Sahara Itzel Calderón Samaniego et María Estefanía Sánchez Tamez, « Nuevo León: défis et leçons tirées de la plus grande coalition pour un gouvernement ouvert dans la section locale du PGO », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 13 décembre 2023, <https://www.opengovpartnership.org/fr/stories/nuevo-leon-challenges-and-lessons-learned-from-the-biggest-open-government-coalition-in-ogp-local/> ; Partenariat pour un gouvernement ouvert, « How can governments empower children and teenagers? » Instagram, 30 avril 2024, https://www.instagram.com/opengovpartnership/p/C6Y1Tz6NmQ2/?img_index=5.
- ⁴¹ Meneses, entretien.
- ⁴² Wilson, entretien ; « Le parcours de l'Écosse vers un gouvernement ouvert 2016-2025 : Rapport d'avenir », 2 avril 2025, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/scot-lands-open-government-journey-2016-2025/>.
- ⁴³ « Rapport du MEI sur les plans d'action locaux 2018–2021 », Partenariat pour un gouvernement ouvert ; « Rapport du MEI sur les plans d'action locaux 2021–2022 », Partenariat pour un gouvernement ouvert.
- ⁴⁴ Sierra, entretien.
- ⁴⁵ Wilson, entretien.
- ⁴⁶ Iván Peñarreta (Bureau de renforcement du gouvernement ouvert et des données, Santo Domingo de los Tsáchilas, Équateur), entretien avec le MEI, 7 février 2025.
- ⁴⁷ « Rapport de fin d'engagement – Formation du Plan d'action Green Course, développement d'une économie communautaire sociale et inclusive, climatiquement neutre », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 25 mars 2025, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/end-of-commitment-report-formation-of-the-green-course-action-plan-the-development-of-the-social-and-inclusive-climate-neutral-communities-economy>.
- ⁴⁸ « Rapport de fin d'engagement – Éducation civique : enseigner aux citoyens comment fonctionnent les juridictions et leurs processus pour promouvoir la participation sociale à la prise de décision », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 28 octobre 2024, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/end-of-commitment-report-promoted-a-new-kind-of-civic-education-where-its-purpose-is-to-teach-our-citizens-how-the-administrations-and-its-process-work-once-that-is-done-we-will-be-able-to-include>.
- ⁴⁹ « Rapport de fin d'engagement – Formation du Plan d'action Green Course, développement d'une économie communautaire sociale et inclusive, climatiquement neutre », Partenariat pour un gouvernement ouvert.
- ⁵⁰ « Exercice d'apprentissage final - Plan d'action 2021-2022 - Quintana Roo », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 24 janvier 2023, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/final-learning-exercise-action-plan-2021-2022-quintana-roo> ; « Rapport de fin d'engagement – Écosystèmes d'innovation et nouveaux modèles d'alliance », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 15 décembre 2023, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/end-of-commitment-report-innovation-eco-systems-and-new-alliance-models>.



- ⁵¹ « Plan d'action 2021–2025 – Écosse, Royaume-Uni – Organe de suivi indépendant : Évaluation à mi-parcours », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 25 juillet 2024, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/mid-term-assessment-action-plan-scotland-uk-july-2024/>.
- ⁵² « Exercice d'apprentissage final - Plan d'action 2021-2022 - Quintana Roo », Partenariat pour un gouvernement ouvert.
- ⁵³ Follow Taxes, entretien avec le MEI, 7 avril 2025.
- ⁵⁴ « Exercice d'apprentissage final - Plan d'action 2021-2023 - Catalogne », Partenariat pour un gouvernement ouvert, 27 septembre 2024, <https://www.opengovpartnership.org/fr/documents/final-learning-exercise-action-plan-2021-2023-catalonia/>.
- ⁵⁵ « Rapport du MEI sur les plans d'action locaux 2021-2022 », Partenariat pour un gouvernement ouvert.
- ⁵⁶ Groupe de discussion du MEI avec des représentants des gouvernements locaux au Brésil, 25 septembre 2025.
- ⁵⁷ « Estudiantes de Administración Pública entregan resultados de su asesoría a la Ilustre Municipalidad de Peñalolén » [Les élèves de l'administration publique partagent les résultats de leur travail de conseil à la municipalité de Peñalolén], Universidad de Chile, 9 décembre 2024, <https://gobierno.uchile.cl/noticias/223439/estudiantes-admin-publica-entregan-resultados-de-asesoria-penalolen->.
- ⁵⁸ « Action plan 2021 to 2025: commitment progress reports », gouvernement écossais, <https://www.gov.scot/collections/open-government-documents/#actionplan2021to2025:commitmentprogressreports>.
- ⁵⁹ « ÎØÉ ÇáÚää 2023-2026 » [Plan d'action 2023-2026], Gouvernement local ouvert de Tétouan, <https://ogptetouan.ma/%d8%ae%d8%b7%d8%a9-%d8%a7%d9%84%d8%b9%d9%85%d9%84-2023-2026>.
- ⁶⁰ « Tercer Plan de Acción de Gobierno Abierto de la Ciudad » [Troisième plan d'action de gouvernance ouverte de la ville], Trello, <https://trello.com/b/2xkG1Tja/tercer-plan-de-acci%C3%B3n-de-gobierno-abierto-de-la-ciudad>.
- ⁶¹ Plus des deux tiers des gouvernements comptant plus d'un million d'habitants avaient reçu au moins une évaluation par un organe de suivi (31 sur 44), contre la moitié des juridictions plus petites (30 sur 59).
- ⁶² Pour les membres locaux actifs depuis 2021, la plupart des gouvernements ayant mis en œuvre plusieurs plans d'action avaient reçu au moins une évaluation par un organe de suivi (20 sur 22), contre la moitié de ceux engagés dans leur premier cycle de plan d'action (41 sur 81).
- ⁶³ Marija Jankovic, entretien avec le MEI, 27 février 2025.
- ⁶⁴ Wilson, entretien ; partie prenante du PGO (São Paulo), entretien ; « DILG hosts roundtable discussion to share South Cotabato's OGP Local Experience with new OGP Local Program cohort members », 12 novembre 2024, <https://docs.google.com/document/d/1zvgwpM2diD4kqGIAv54AyaAmE6-8a7UqYWZmb-p1EoqO/edit?tab=t.0>.
- ⁶⁵ Partie prenante du PGO (São Paulo), entretien.
- ⁶⁶ « Plan d'action 2021–2025 – Écosse, Royaume-Uni – Organe de suivi indépendant : Évaluation à mi-parcours », Partenariat pour un Gouvernement ouvert.
- ⁶⁷ « DILG hosts roundtable discussion to share South Cotabato's OGP Local Experience with new OGP Local Program cohort members » ; « Philippines : Le voyage vers un gouvernement ouvert : Rapport 2025 », Partenariat pour un gouvernement ouvert, mars 2025, <https://www.opengovpartnership.org/fr/philippines-open-government-journey> ; Bureau de gestion de projets du Partenariat pour un gouvernement ouvert des Philippines, correspondance avec le MEI, 27 août 2025.



CHAPITRE III : CONCLUSION

Les constats de ce rapport soulignent la maturité croissante et les résultats découlant des processus et des réformes locaux en matière de gouvernement ouvert. Les années à venir offrent l'occasion d'ancrer véritablement ces processus de gouvernement ouvert et de garantir la poursuite des réformes au niveau local.



Les constats de ce rapport mettent en lumière la maturité croissante et les résultats issus des processus et des réformes de gouvernement ouvert au niveau local, à travers 541 engagements de membres locaux et plus de 500 engagements de membres nationaux ayant un impact sur les juridictions locales. Ces réformes de gouvernement ouvert ont produit des changements concrets, allant de la budgétisation participative à l'amélioration des services publics, en passant par l'élaboration de politiques inclusives et la publication de données essentielles pour les communautés locales. Les membres locaux ont innové non seulement au niveau du contenu des politiques, mais aussi de la conception des processus, en adaptant les espaces de dialogue multipartites, en renforçant la diversité des partenaires de la société civile et en intégrant l'inclusion dans les processus de consultation. Cependant, à l'instar des membres nationaux, les gouvernements locaux ont également été confrontés à des défis communs. Les transitions politiques, les contraintes de ressources et la capacité limitée de la société civile ont parfois freiné l'ambition et la durabilité des réformes de gouvernement ouvert.

Alors que le partenariat se développe, les membres locaux peuvent apprendre les uns des autres à partir de leurs bonnes pratiques afin de continuer à renforcer les résultats en matière de gouvernement ouvert:

- **Activer un soutien de haut niveau en faveur du gouvernement ouvert**, en particulier lors des changements politiques. Ancrer le gouvernement ouvert en mobilisant les dirigeants politiques, en formalisant les processus PGO et en mettant en œuvre des réformes en matière de gouvernement ouvert qui permettent aux champions locaux de remplir leur mandat politique et de renforcer la confiance des citoyens.
- **Collaborer avec les représentants de la société civile locale pour refléter les besoins propres à chaque communauté** pendant l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'action du PGO, y compris ceux des groupes sous-représentés. De même, impliquer les parties prenantes locales dans l'élaboration, et pas seulement la mise en œuvre, des engagements locaux dans les plans d'action nationaux.
- **Relever le défi en adoptant des engagements locaux dans de nouveaux domaines politiques** tels que l'espace civique, l'accès à la justice, ou la gouvernance numérique, qui offrent un potentiel de croissance au niveau local et qui sont mis en avant par le Défi du gouvernement ouvert.
- **Assurer la transparence pour maintenir le cap de la mise en œuvre.** Mettre en place un organe local de suivi et partager régulièrement des informations et des retours avec le public à chaque étape du cycle PGO. Utiliser un langage simple pour garantir l'accessibilité.
- **S'appuyer sur ses homologues au sein du PGO**, en s'inspirant des enseignements des membres de longue date, alors que les gouvernements locaux avancent au-delà de leurs premiers plans d'action.

Les années à venir offrent l'occasion d'ancrer véritablement ces processus de gouvernement ouvert et de garantir la poursuite des réformes au niveau local. Le Défi du gouvernement ouvert propose également une nouvelle voie permettant aux membres locaux, ainsi qu'à d'autres, de développer des réformes locales ambitieuses. Les enseignements tirés et les initiatives mises en lumière dans ce rapport tracent une voie prometteuse pour réaliser le potentiel transformateur du gouvernement ouvert, menant à de meilleurs résultats pour les communautés.





ANNEXE : MÉTHODOLOGIE



Ce rapport analyse la co-création et la mise en œuvre par les membres locaux participant au Programme du PGO local à la fin de l'année 2024. Il comprend également une analyse des engagements dans les plans d'action nationaux qui ont des effets sur les gouvernements locaux. En complément du présent rapport, le PGO publie de nouvelles données sur des centaines d'engagements locaux, portant notamment sur les domaines politiques des réformes et sur les évaluations des organes locaux de suivi, désormais accessibles [ici](#).

En 2024, 107 gouvernements locaux avaient réalisé 143 plans d'action. La moitié des plans d'action locaux évalués dans ce rapport sont mis en œuvre sur des périodes de deux ou trois ans. Environ 40 % des plans d'action ne portent que sur une seule année. Treize couvrent une période plus longue, de quatre ou cinq ans. Ces plans d'action sont mis en œuvre dans divers contextes administratifs locaux à différents niveaux (villes, municipalités, comtés, provinces, régions et États).

Par région, ces plans d'action comprennent 213 engagements de 39 gouvernements locaux dans les Amériques, 135 engagements de 26 gouvernements locaux en Europe et dans le Partenariat oriental, 108 engagements de 22 gouvernements locaux en Afrique et au Moyen-Orient, et 85 engagements de 20 gouvernements locaux en Asie et dans le Pacifique.

- **Plans d'action :** L'équipe Données et analytique du PGO a catégorisé et analysé les données relatives aux domaines politiques des engagements des plans d'action. Pour contextualiser, le rapport examine les tendances des domaines politiques couvrant l'ensemble des 143 plans d'action locaux produits dans le cadre du PGO depuis le lancement du Programme du PGO local en 2017 jusqu'à fin 2024. Les engagements locaux soumis au Défi du gouvernement ouvert avant avril 2025 sont également inclus dans l'analyse. Le rapport comprend également une analyse des engagements dans les plans d'action nationaux qui ont des effets sur la gouvernance locale. Ces engagements couvrent une période plus longue : de 2011 à 2024.
- **Entretiens avec les parties prenantes :** Pour recueillir des informations approfondies, le MEI a effectué des entretiens et échangé avec des réformateurs clés des gouvernements et de la société civile en Aragon (Espagne), à Banggai (Indonésie), Nuevo León (Mexique), l'état du Plateau (Nigeria), Santo Domingo de los Tsáchilas (Équateur) et Erevan (Arménie).
- **Évaluations des organes de suivi locaux :** Pour assurer la redevabilité et l'apprentissage, chaque membre local est censé désigner un organe local de suivi. Cet organe est chargé d'évaluer et d'apprécier indépendamment le processus de co-création et les résultats issus de la mise en œuvre des engagements. Pour plus d'informations, consulter le « Manuel du PGO local », accessible [ici](#). Les organes locaux de suivi ont produit des évaluations initiales, des évaluations de fin d'engagement et des exercices d'apprentissage final, tous accessibles au public. Le MEI s'est appuyé sur ces évaluations pour illustrer ce rapport.
 - **Évaluations initiales :** Ce rapport s'appuie sur les 64 évaluations initiales soumises par les organes de suivi pour 60 juridictions locales avant le 10 avril 2025. Les 43 autres juridictions locales concernées n'avaient pas encore d'évaluation à cette date. Ces évaluations examinent le processus de co-création et d'élaboration des engagements lors de leur lancement.
 - **Évaluations de fin d'engagement :** Ce rapport utilise plus de 100 évaluations de fin d'engagement soumises par 36 juridictions locales avant le 10 avril 2025. Les 29 autres juridictions dont les plans d'action devaient se terminer en 2024 n'avaient pas encore soumis leurs évaluations. Ces évaluations analysent chaque engagement une fois achevé. Elles comprennent un codage, des explications narratives, des preuves de l'efficacité des engagements en matière d'ouverture du gouvernement et des enseignements clés.



- o **Exercices d'apprentissage final** : Ce rapport s'appuie sur 21 exercices finaux d'apprentissage soumis avant le 10 avril 2025. Les 29 autres juridictions dont les plans d'action devaient se terminer en 2024 n'avaient pas encore soumis leurs exercices. À la fin de la mise en œuvre complète du plan d'action, ces exercices documentent ce qui a bien fonctionné et ce qui pourrait être amélioré pour le prochain plan d'action.

Les données examinées dans ce rapport présentent plusieurs limites. Premièrement, bien que le rapport cite le nombre d'engagements pour discuter des tendances, les engagements diffèrent considérablement. Par exemple, un gouvernement local peut s'engager, dans un cas, à mettre à jour un site Web et, dans un autre, à adopter une nouvelle législation. Cela rend les comparaisons et l'agrégation difficiles, même au sein des juridictions locales ou dans des domaines politiques spécifiques. Une autre limite concerne l'évaluation des organes locaux de suivi, qui ne sont pas disponibles pour tous les membres du PGO local. Cela signifie que davantage d'informations sont disponibles pour certains membres que pour d'autres. Étant donné que l'existence d'un organe local de suivi fonctionnel peut être corrélée à d'autres aspects de la gouvernance, les membres locaux les plus analysés peuvent ne pas être pleinement représentatifs. Enfin, il existe un décalage temporel entre la mise en œuvre des engagements et leur évaluation. Cela signifie que, même lorsqu'elles existent, les évaluations couvrent de manière disproportionnée des engagements les plus anciens.

Ce rapport a été préparé par le MEI et supervisé par le Panel d'experts internationaux du MEI. Dans le cadre de la [Stratégie d'engagement local du PGO](#), approuvée par le Comité de pilotage du PGO, le MEI s'est engagé à analyser les performances globales des membres locaux afin de fournir un aperçu de leurs performances tous les deux ans. Ceci est le troisième rapport biennal du MEI sur les membres locaux. Le premier rapport biennal, publié en 2021, est disponible [ici](#). Le deuxième rapport biennal, publié en 2023, est disponible [ici](#). Pour en savoir plus sur le MEI, veuillez consulter la page du site Web du PGO disponible [ici](#).





Engagez-vous avec nous

Si vous avez des questions concernant ce rapport, veuillez nous contacter à l'adresse suivante : irmlocal@opengovpartnership.org.

Pour en savoir plus sur le MEI, rendez-vous sur notre site Web : <https://www.opengovpartnership.org/irm-guidance-overview/>

Ces travaux relèvent d'une licence internationale Creative Commons Attribution 4.0.

Vous pouvez consulter un exemplaire de cette licence à l'adresse <http://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

Ce rapport a été réalisé avec le soutien financier de l'Union européenne et de l'agence britannique pour le développement international. Son contenu relève de la seule responsabilité du Partenariat pour un gouvernement ouvert et n'exprime pas nécessairement les positions de l'Union européenne ou de l'agence britannique pour le développement international.



Funded by
the European Union



**UK International
Development**

Partnership | Progress | Prosperity

